



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 23 AVRIL 1910.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1643

### Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du quatorzième jour d'avril 1910, de nommer M. Louis V. Filteau, imprimeur, de la cité de Montréal, imprimeur du Roi. 1957

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Nominations de commissaires d'écoles.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 14 avril courant, 1910, de faire les nominations suivantes, savoir :

*Commissaires d'écoles.*

Beauce, Courcelles. — M. Alfred Lafamme, en remplacement de M. Alphonse Lapierre.

Montcalm, Sainte-Marguerite de Wexford. — M. Adélar St. Amour, en remplacement de M. A. Riopel, décédé. 1909

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 9 avril 1910, de nommer Oscar T. Moreau, de 1008, rue Elm, dans la cité de Manchester, dans l'état de New-Hampshire, un des états-unis d'Amérique,

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 23rd APRIL, 1910.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1644

### Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the fourteenth day of April, 1910, to appoint Mr. Louis V. Filteau, printer, of the city of Montreal, King's printer. 1959

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

*Appointments of a school commissioners.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 14th April instant, 1910, to make the following appointments, to wit :

*School commissioners.*

Beauce, Courcelles. — Mr. Alfred Lafamme, to replace Mr. Alphonse Lapierre.

Montcalm, Sainte Marguerite de Wexford. — Mr. Adélar St. Amour, to replace Mr. A. Riopel, deceased. 1910

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 9th April, 1910, to appoint Oscar T. Moreau, of 1008, Elm street, in the city of Manchester, in the state of New-Hampshire, one of the united states

écuyer, procureur en loi, commissaire pour recevoir des affidavits pour l'usage d'aucune cour de la province, ou nécessaires pour tout acte ou document devant être mis à exécution ou devant avoir son effet civil dans la province, sous l'autorité de l'article 27 du code de procédure civile de la province de Québec

1925

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du 12 juillet 1901, pour la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, et de nommer par commission, en date du 15 avril 1910, MM. Joseph William Boisvert, manufacturier de tabac et cultivateur, Maxime Paquin et Alfred Lemyre, cultivateurs, T. Brunel, marchand, J. A. Bourassa, marchand, Alexandre Ricard, boulanger, commissaires de la dite cour.

1911

## Proclamation

Canada, }  
Province de } C. A. P. PELLETIER.  
Québec. }

[L. S.]  
EDOUARD VII par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

## PROCLAMATION.

SIR LOMER GOUIN, } ATTENDU que les sta-  
Procureur-Général. } tuts refondus, 1909,  
dans l'article 1663, décrètent entre autres choses, que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra désigner par proclamation, un jour qui sera observé comme "JOUR DES ARBRES" pour la plantation des arbres forestiers dans Notre province ;

ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos de fixer le vingt-huitième jour du mois d'avril courant, pour la plantation des arbres dans toute Notre province ;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, Nous avons ordonné et réglé, et par les présentes réglons et ordonnons que le jeudi, vingt-huitième jour d'avril courant, sera observé comme "JOUR DES ARBRES", dans toute Notre province.

Et tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable Sir C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-NEUVIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent dix, et dans la dixième année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. DUMONT,

Sous-secrétaire de la province.

2011

of America, esquire, attorney of law, a commissioner to receive affidavits for use in any court of the province, or necessary for any deed or document to be carried into execution or to have its civil effect in the province, under the authority of article 27 of the code of civil procedure of the province of Quebec.

1926

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the 12th July, 1901, for the parish of Saint Boniface de Shawinigan, and to appoint by commission, dated the 15th April, 1910, Messrs. Joseph William Boisvert, tobacco manufacturer and farmer, Maxime Paquin and Alfred Lemyre, farmers, T. Brunel, merchant, J. A. Bourassa, merchant, Alexandre Ricard, baker, commissioners of the said court.

1912

## Proclamation

Canada, }  
Province of } C. A. P. PELLETIER.  
Quebec. }

[L. S.]  
EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING :

## PROCLAMATION.

SIR LOMER GOUIN, } WHEREAS article  
Attorney General. } 1663 of the Revised  
Statutes, 1909, enacts amongst other things, that the Lieutenant Governor in Council may appoint, by proclamation, a date to be observed as "ARBOR DAY" for the planting of forest trees in Our Province ;

AND WHEREAS We have deemed fit to appoint the twenty eighth day of the month of April instant, for the planting of trees throughout Our Province ;

NOW KNOW YE, with the advice and consent of Our Executive Council, We have ruled and ordered, and by these presents do rule and order that Thursday, the twenty eighth day of April instant, shall be observed as "ARBOR DAY", throughout Our Province.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed ;  
WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this NINETEENTH day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and ten, and in the tenth year of Our Reign.

By command,

JOS. DUMONT,

Deputy Provincial Secretary.

2012

## Avis du Gouvernement

No 1757.09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 19 avril courant, 1910, de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Hyacinthe, dans le comté de Saint-Hyacinthe, tout le quartier No 5, de la cité de Saint-Hyacinthe, et la partie de la paroisse de Saint-Hyacinthe située au nord-est de la route du Grand Rang et de la route dite des Sept Arpents, le tout compris dans les limites suivantes :

Au nord est, la rue Bourdages moins le No 535 de la cité de Saint-Hyacinthe, au sud-est, la rivière Yamaska, au sud-ouest, les routes des Sept Arpents et du Grand Rang, au nord-ouest, les terres de la paroisse de Saint-Thomas d'Aquin, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de " Girouard ", dans le même comté.

1953

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 19 avril 1910, d'accorder, en faveur de Joseph P. Alfred Bonin, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la ville de l'Assomption, comté de l'Assomption, district de Joliette, la transmission des minutes, répertoire et index de feu Joseph Bonin, en son vivant notaire public, de la cité de Montréal, district de Montréal, conformément aux dispositions du code du notariat.

JEREMIE L. DECARIE,

Secrétaire de la province.

Québec, 19 avril 1910.

1955

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Pierre de Broughton, ayant été établie aux termes de la loi des assurances de Québec, 8 Edouard VII, chapitre 69, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a été licenciée et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurances, et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie mutuelle d'assurance contre le feu, autorisée par la dite section, peut légalement transiger.

Donné conformément à l'article 119 de la loi des assurances de Québec, ce dix-neuvième jour d'avril 1910.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des Assurances,  
Département du Trésor.

19 avril 1910.

1963

No. 411.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

En conformité des dispositions de l'article 96 de la loi de l'Instruction publique, le Surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée, à l'effet d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Jacques le Majeur de Wolfestown, dans le comté de Wolfe, le territoire compris dans les limites assignées à la municipalité de Saint-Jacques le Majeur par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, en date du 7 mai 1909, avec en plus les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Julien de Wolfestown, les Nos. 15b, 16, 17b, 16a, 17a et 17c, tous les lots primitifs Nos. 18, 19, 20 et 21 du 4e rang du canton de Wolfestown, dans le même comté.

1939

## Government Notices

No. 1757.09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Erection of a new school municipality.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 19th April instant, 1910, to detach from the school municipality of Saint Hyacinthe, in the county of Saint Hyacinthe, all No. 5 ward of the city of Saint Hyacinthe, and the portion of the parish of Saint Hyacinthe situated on the north-east of the Grand Rang road and of the so called Sept Arpents road, the whole comprised within the following limits :

On the north-east, Bourdages street minus No. 535 of the city of Saint Hyacinthe, on the south-east, the River Yamaska, on the south west, the Sept Arpents and Grand Rang roads, on the north west the lands of the parish of Saint Thomas d'Aquin, and to erect such territory into a separate school municipality, under the name of " Girouard," in the same county.

1954

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 19th April, 1910, to grant Joseph P. Alfred Bonin, esquire, notary public, practising and residing in the town of l'Assomption, county of l'Assomption, district of Joliette, the transfer in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Joseph Bonin, in his lifetime notary public, of the city of Montreal, district of Montreal, in accordance with the provisions of the notarial code.

JEREMIE L. DECARIE,

Provincial secretary.

Quebec, 19th April, 1910.

1956

Notice is hereby given that the Mutual Fire Insurance Company of the parish of Saint Pierre de Broughton, having been established in conformity with the Quebec Insurance Act, 8 Ed. VII, chap. 69, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and transact any business that a mutual fire insurance company, authorized by the said section, may legally transact.

Given under article 119 of the Quebec Insurance act, this nineteenth day of April, 1910.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,  
Treasury Department,  
19th April, 1910.

1964

No. 411-10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

In conformity with the provisions of article 96 of the Education Act, the superintendent gives notice that application has been made to him, to erect into a separate school municipality, under the name of Saint Jacques le Majeur de Wolfestown, in the county of Wolfe, the territory comprised in the limits assigned to the municipality of Saint Jacques le Majeur, by proclamation of the Lieutenant Governor in Council, dated the 7th May, 1909, with moreover the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint Julien de Wolfestown, the Nos. 15b, 16, 17b, 16a, 17a and 17c, all the primitive lots Nos. 18, 19, 20 and 21 of the 4th range of the township of Wolfestown, in the same county.

1940

La compagnie "Waldman Silver Mines, Limited" a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, stock, certificats d'actions, débetures et autres valeurs.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Sen agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. A. H. B. McKenzie, de Montréal.

JEREMIE L. DECARIE,  
Secrétaire de la province.

Québec, 18 avril 1910. 1937

No 500-10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

En conformité des dispositions de l'article 96 de la loi de l'Instruction publique, le Surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de La Conception, dans le comté d'Ottawa, les biens-fonds ayant au cadastre officiel du canton Clyde, les Nos 1 jusqu'à 8 du 1er rang ouest de la Rivière Rouge, les Nos 1, 2, 3, 4 du 2e rang ouest du canton Clyde, et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire de Coupalville, dans le même comté.

1941

No 510.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

En conformité des dispositions de l'article 96 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Chénier, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Chénier, dans le comté d'Arthabaska, les Nos 107 et suivantes jusqu'à 137 inclusivement du IIème rang du canton de Tingwick et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Médard de Warwick, dans le même comté.

1965

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1910, constituant en corporation MM. Isaac Préfontaine, gentilhomme, Charles B. Gordon, manufacturier, James Gordon, marchand, de la cité de Montréal, Ovide Brouillard, gentilhomme, de Drummondville, et Joseph R. Duckett, gérant, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Chercher et explorer des mines et minéraux ;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter, de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques ; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer ;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droit de préemption, ou tout autre intérêt en iceux ; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées, se rapportant aux objets susdits ;

Construire, entretenir, mettre en opération et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, édiges, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations, et de laver ses minerais avec pompes hydrauliques ;

Construire, maintenir et mettre en opération un chemin de fer, un tramway ou un chemin de graviers ou macadamisé d'aucune de ses mines jusqu'aux eaux navigables le plus proche ou chemin de fer ou chemin public, pourvu que tels chemin de fer,

The Company "Waldman Silver Mines, Limited" has been authorized to sell or otherwise alienate in the province of Quebec, its shares, stock, stock certificates, debentures and other securities.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. A. H. B. McKenzie, of Montreal.

JEREMIE L. DECARIE,  
Provincial Secretary.

Québec, 18th April, 1910. 1938

No. 500. 10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

In conformity with the provisions of article 96 of the Education Act, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of La Conception, in the county of Ottawa, the lots bearing on the official cadastre of the township Clyde, the Nos. 1 to 8 of the 1st western range of the Rivière Rouge, the Nos. 1, 2, 3, 4 of the 2nd western range of the township Clyde, and to annex such territory to the school municipality of Coupalville, in the same county.

1942

No. 510.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

In conformity with the provisions of article 96 of the Education Act, the superintendent gives notice, that application has been made to him, to detach from the school municipality of Chénier, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Chénier, in the county of Arthabaska, the Nos. 107 and following to 137 inclusively of the IIth range of the township of Tingwick, and to annex such territory to the school municipality of Saint Médard de Warwick, in the same county.

1966

Pub notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 18th day of April, 1910, incorporating Messrs. Isaac Préfontaine, gentleman, Charles B. Gordon, manufacturer, James Gordon, merchant, of the city of Montreal, Ovide Brouillard, gentleman, of Drummondville, and Joseph R. Duckett, manager, of the city of Montreal, for the following purposes ;

To prospect and explore for mines and minerals.

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug for, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner ;

To render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof ;

To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes ;

To build, maintain, operate and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water powers, electric and other powers, water works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations, and to wash hydraulically its minerals ;

To build, maintain and operate a railway, a tramway or a gravel or macadamized road from any of its mines to the nearest navigable waters or railway of highway, provided such railway, tramway or road shall be used exclusively for the more

tramway ou chemin soient employés exclusivement pour le travail le plus avantageux des mines et le transport du fret depuis et jusqu'aux dites mines ;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers ;

Construire, acquérir, posséder, affréter, et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits ;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer toutes dragues et autres machines nécessaires pour ses opérations ;

Construire, acquérir, posséder et mettre en opération des fondeurs et autres machines nécessaires pour ses opérations ;

Acquérir, vendre, échanger, louer, en tout ou en partie, des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption, ou tout autre intérêt en iceux ou en disposer autrement, appareils mécaniques, droits de patente d'invention ou le droit d'employer tels appareils ou droits de patente en rapport avec les susdits objets, et de vendre, louer en tout ou en partie tous les biens, entreprise, propriété, privilèges, franchises, contrats ou droits quelconques, ou en disposer autrement, et recevoir en paiement d'iceux, en tout ou en partie, des actions, obligations, débetures ou autres garanties émises par aucune compagnie minière ou autre compagnie constituée en vertu de cette loi et les posséder ou en disposer ;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de cette loi, et les payer, au moyen d'actions libérées en tout ou en partie si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes ; et de les posséder ou en disposer, par vente, échange, bail ou autrement, en la manière ci-dessus mentionnée ;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qui aura été payé ou qu'il aura été convenu de payer à la compagnie pour ses actions ;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation, sous le nom de "The Dominion Gold Fields of Canada," avec un capital total d'un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en un million (1,000,000) d'actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'avril 1910.

JOS. DUMONT,

1967

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril, 1910, constituant en corporation MM. Robert Cooper Smith et Frederick Henry Markey, conseil en loi du Roi, John Findlay, courtier d'immeubles, William Gilbert Pugsley et George Gordon Hyde, avocats, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir, posséder, tenir, louer et vendre des terres, propriétés et bâtisses de toute nature et espèce, et en disposer ;

Acheter, vendre, acquérir et autrement posséder des hypothèques, débetures et obligations, droits de teneurs de baux et baux sur ou garantis sur immeubles, terres foncières ou bâtisses, et agir comme agents pour la vente, l'achat, l'acquisition ou disposition d'aucun des susdits objets ;

Construire et ériger des bâtisses et faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie de la propriété de la compagnie dans le but de construction ou autres améliorations, sous le nom de "Westlea Realty Com-

advantageous working of the mines and the conveyance of freight to and from the same ;

To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen ;

To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products ;

To build, acquire, possess, charter and employ all dredges and other machinery necessary for its operations ;

To build, acquire, possess and operate smelters and other machinery necessary for its operations ;

To acquire, sell, exchange, lease or otherwise dispose of in whole or in part, mines, mining lands, mining rights, preemption rights or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes and to sell, lease or otherwise dispose of in whole or in part, any assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights whatsoever and to receive in payment for same in whole or in part, shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company or other company constituted under this act and hold the same or dispose thereof ;

To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this act may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire and undertake the debts and charges appertaining thereto, and to hold same or dispose thereof by sale, exchange, lease or otherwise, in the manner above stated ;

That the shareholders incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares ;

To do all such acts and operations as are accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated, under the name of "The Dominion Gold Fields of Canada," with a total capital stock of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into one million (1,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this 18th day of April, 1910.

JOS. DUMONT,

1968

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 18th day of April, 1910, incorporating Messrs. Robert Cooper Smith and Frederick Henry Markey, King's Counsels, John Findlay, real estate broker, William Gilbert Pugsley and George Gordon Hyde, advocates, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire, own, hold, let, lease, sell and dispose of land, property and buildings of whatsoever nature and kind ;

To buy, sell, acquire and otherwise hold and mortgages, debentures and bonds, leasehold rights and leases upon or secured upon real estate, land property or buildings, and to act as agents for the sale, purchase, acquisition or disposal of any of the foregoing ;

To construct and erect buildings, and to make advances by means of loans to purchasers or tenants of any part of the company's property for the purpose of construction or other improvements, under the name of "Westlea Realty Company",

pany," avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'avril 1910.

1927  
JEREMIE L. DECARIE,  
Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 18 avril 1910, constituant en corporation Dame Malvina Godbout, épouse séparée de biens de Pierre Prospère Giguère, Pierre Prospère Giguère, plombier, Joseph Laurent Letarte, comptable, Alexandre Giguère, électricien, Lucien Giguère, ferblantier, Edgar Julien, plombier, et Eugène Giguère, collecteur, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire le commerce de ferblantiers, plombiers, couvreurs, poseurs d'appareils de chauffage à l'eau chaude ou à la vapeur, d'électricité et de ce qui peut se rapporter à ce genre de commerce ; en outre d'acheter ou d'acquérir des propriétés ; de contracter pour la construction des bâtisses ; d'hypothéquer ou vendre les dites propriétés, sous le nom de "La Compagnie P. P. Giguère, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour d'avril mil neuf cent dix.

1935  
JEREMIE L. DECARIE,  
Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 19e jour d'avril 1910, constituant en corporation MM. Alvin Ernest Woodworth, teneur de livres, Arthur Charters, William R. Ford, Alfred B. Wright, commis, et L. J. Armand Mathieu, étudiant en droit, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Etablir et faire les affaires de manufacturiers et commerçants de toute sorte de sucre brûlé pour colorer communément appelé "Caramel" ;

Manufacturer ou faire le commerce, comme agents ou autrement de toute sorte de matériels de brasserie, machines et appareils ; sucre, houblon, gélatine, céréales, riz et autres substances ;

Manufacturer, acheter et faire le commerce de toute sorte d'appareils, machines, instruments, outils, fournitures, procédés et choses, requis par la compagnie ou par ses clients ou employés ou capables d'être employés en rapport avec ses opérations ;

Acheter ou acquérir autrement, employer et posséder tous droits de patente, licences, marques de commerce, droits de propriété, concessions et autres semblables, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'employer, ou tout secret ou autre information quant à aucune invention, ou en général toute invention qui peut paraître à la compagnie capable d'être conduite avantageusement en rapport avec ses affaires ou opérations, et en disposer ;

Faire toutes autres affaires soit manufacturées ou autrement, qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être convenablement conduites en rapport avec les affaires ou objets de la compagnie ;

Exercer aucun des susdits pouvoirs soit comme principal ou comme agent ;

Acquérir les entreprises, l'actif ou propriété de toute personne, société ou corporation faisant les mêmes affaires ou y ayant rapport ; acquérir et posséder des actions, obligations ou autres garanties de toute autre compagnie ou corporation ayant le pouvoir de faire des affaires semblables, et durant la possession d'iceux exercer tous les droits et

with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1910.

1928  
JEREMIE L. DECARIE,  
Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 18th day of April, 1910, incorporating Dame Malvina Godbout, wife common as to property of Pierre Prospère Giguère, Pierre Prospère Giguère, plumber, Joseph Laurent Letarte, accountant, Alexandre Giguère, electrician, Lucien Giguère tinsmith, Edgar Julien, plumber, and Eugène Giguère, collector, of the city of Quebec, for the following purposes :

To carry on the business of tinsmiths, plumbers, roofers, installers of hot water and steam heating apparatus, electricity and anything relating to such kind of business ; and moreover, to acquire or purchase properties ; to contract for the construction of buildings ; to hypothecate or sell the said properties, under the name of "La Compagnie P. P. Giguère, Limitée", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The chief place of business of the corporation will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the provincial secretary, this 18th day of April, 1910.

1936  
JEREMIE L. DECARIE,  
Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies Act 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 19th April, 1910, incorporating Messrs. Alvin Ernest Woodworth, bookkeeper, Arthur Charters, William R. Ford, Alfred B. Wright, clerks, and L. J. Armand Mathieu, student at law, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To establish and carry on the business of manufacturers of and dealers in all kinds of burnt sugar colourings commercially known as "Caramel" ;

To manufacture or deal in, as agents or otherwise, all kinds of brewing materials, machinery and plan ; sugars, hops, isinglass, corn, rice and other substances ;

To manufacture, buy, sell and deal in all kinds of plant, machinery, implements, tools, apparatus, processes and things required by the company or by its customers or employees or capable of being used in connection with its operations ;

To purchase or otherwise acquire, use, hold and dispose of any patent rights, licenses, trade marks, copyrights, concessions and the like, conferring an exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention, or generally any invention which may seem to the company capable of being profitably dealt with by it in connection with its business or operations ;

To carry on other business whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company ;

To exercise any of the above powers either as principal or as agent ;

To acquire the undertakings, assets or property of any individual, firm or corporation carrying on a similar business or business incidental thereto ; to acquire and hold shares, bonds or other securities of or in any other company or corporation having power to carry on similar business, and while holding the same to exercise all the rights



Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 20e jour d'avril 1910, constituant en corporation Dame Elizabeth Emma Sait, veuve de feu William McWilliam, George Edward McWilliam, William Leopold McWilliam et Alfred Lyell McWilliam, confiseurs et pourvoyeurs, et Charles Claude McWilliam, commis, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire les affaires de confiseurs, pourvoyeurs et boulangers dans toutes leurs branches respectives ;

Acquérir comme une affaire en opération les affaires maintenant conduites dans la cité de Québec par Dame Elizabeth Emma Sait, veuve de feu William McWilliam et George E. McWilliam, sous les nom et raison de "William McWilliam & fils", comme confiseurs et pourvoyeurs, ensemble avec tous les droits et propriétés y ayant rapport, et se charger de toute ou aucune des obligations d'icelle, et de les payer complètement en argent en stock acquitté ou autrement ;

Tenir, posséder, ériger, acquérir par achat ou autrement, et employer, mettre en opération et maintenir des manufactures, moulins, magasins, entrepôts, maisons, boutiques, fourneaux, fournaies, boulangeries, machines, travaux et fournitures nécessaires aux affaires de la compagnie ;

Acquérir par achat ou autrement toutes propriétés, meubles et immeubles, franchises, droits ou privilèges, qui peuvent être nécessaires pour les fins de la compagnie et en disposer en aucune manière ;

Acheter, vendre, manufacturer, échanger, louer, importer, exporter et faire le commerce de toutes sortes d'articles et objets qui peuvent être requis pour les fins d'aucune des dites affaires ou qui peuvent paraître capables d'être conduits avec profit en rapport avec aucune des dites affaires ;

Agir comme agent pour toute compagnie, corporation, société ou personne faisant aucune des affaires ou entreprises ci-dessus mentionnées ;

Manufacturer et produire la vapeur, le gaz et l'électricité pour chauffage, éclairage et pouvoir pour les fins de la compagnie ;

Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou acquérir autrement, et tenir, employer, posséder, mettre en opération et introduire, et vendre, céder des marques de commerce, noms de commerce, patentes, inventions, améliorations, procédés employés en rapport avec ceux ou garantis par lettres patentes de la Puissance du Canada ou ailleurs, ou autrement mettre à profit les marques de commerce, noms de commerce, patentes, licences, procédés susdits et autres semblables, ou toute telle propriété ou droits, ou en disposer autrement ;

Prendre ou acquérir autrement et posséder des actions dans toute autre compagnie ayant les mêmes objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant des affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de la compagnie ;

Acquérir des actions du fonds social de la compagnie, les posséder ou en disposer selon que les officiers de la compagnie jugeront à propos ;

Vendre toute partie des entreprises, biens et propriété soit meubles ou immeubles de la compagnie pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en disposer ;

S'amalgamer, partager les profits, s'unir, co-opérer avec toute personne ou personnes ou compagnie engagées ou sur le point de faire toutes affaires que la compagnie est autorisée à faire ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, procurations et autres instruments négociables et transférables ;

Emprunter de l'argent pour les fins des affaires de la compagnie et hypothéquer tous ou aucune partie des immeubles de la compagnie comme garantie du paiement de tous prêts qui peuvent être faits ainsi ;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 20th day of April, 1910, incorporating Dame Elizabeth Emma Sait, widow of the late William McWilliam, George Edward McWilliam, William Leopold McWilliam and Alfred Lyell McWilliam, confectioners and caterers, and Charles Claude McWilliam, clerk, of the city of Quebec, for the following purposes ;

To carry on the business of confectioners, caterers and bakers in all their respective branches ;

To acquire as a going concern the business at present carried on at the city of Quebec, by Dame Elizabeth Emma Sait, widow of the late William McWilliam and George E. McWilliam, under the firm name of "William McWilliam & Son", as confectioners and caterers, together with all the rights and properties in relation thereto, and to assume all or any of the liabilities in connection therewith, and to pay for the same wholly in cash, paid up stock or otherwise ;

To have, own, erect, acquire by purchase or otherwise and to use, operate and maintain, manufacturing, mills, stores, warehouses, dwelling houses, shops, ovens, furnaces, bakehouses, machinery, works and appliances necessary for the company's business ;

To acquire by purchase or otherwise any property real or personal, liberties, rights or privileges, which may be necessary for the purposes of the company and to dispose of the same in any manner ;

To buy, sell, manufacture, exchange, let on hire, import, export and deal in all kinds of articles and things which may be required for the purposes of any of the said businesses or which may seem capable of being profitably dealt with in connection with any of the said businesses ;

To act as agent for any company, corporation, firm or person carrying on any of the businesses or undertakings heretofore mentioned ;

To manufacture and produce steam, gas and electricity for heat, light and power for the purposes of the company ;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or otherwise acquire, and to hold, use, own, operate and introduce, and to sell, assign or otherwise dispose of any trade marks, trade names, patents, inventions, improvements and processes used in connection with or secured under letters patent of the Dominion of Canada or elsewhere, or otherwise turn to account any such trade marks, trade names, patents, licenses, processes and the like, or any such property or rights ;

To take or otherwise acquire and to hold shares in any other company having objects wholly or in part similar to those of this company, or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company ;

To acquire shares of the capital stock of the company and hold or dispose of the same as to the officers of the company may seem best ;

To sell and dispose of any part of the undertakings assets and property whether moveable or immovable of the company for such consideration as the company may think fit ;

To amalgamate, share profits, unite, co-operate with any person or persons or company engaged in or about to carry on any business which the company is authorized to carry on ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments ;

To borrow money for the purposes of the company's business and mortgage the whole or any part of the company's real estate as security for the payment of any loans which may be so made ;

Faire toutes autres affaires (manufacturées ou autrement) qui peuvent paraître à la compagnie d'être conduites convenablement ou en rapport avec aucune des affaires ci-dessus mentionnées, ou calculées, directement ou indirectement, pour augmenter la valeur d'icelle, ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie, et faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs en rapport à la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, et nécessaires pour autoriser la compagnie à mettre en opération ses entreprises avec profit, sous le nom de "William McWilliam, Incorporated," avec un capital total de quarante mille piastres (\$40,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1910.

JEREMIE L. DECARIE,  
Secrétaire de la province.

1899

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1910, constituant en corporation MM. George Elmer Fuller, hôtelier, Charles Henry Nutter, marchand, Thomas Barnard Gould, solliciteur, Thomas Joseph Coonan, secrétaire, et John Thomas Hackett, avocat, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir, construire, conduire, mettre en opération, louer, acheter et vendre des hôtels, restaurants et salles publiques de réception, et faire toutes les entreprises et toutes les affaires nécessaires ou en rapport à la mise en opération des affaires pour lesquelles l'incorporation est maintenant demandée et toutes autres affaires et choses requises devant être faites dans le but de maintenir, promouvoir et augmenter les opérations de la compagnie ;

Acquérir, tenir, posséder des stocks, actions, obligations ou autres garanties de compagnies faisant les mêmes affaires que celles pour lesquelles l'incorporation est demandée, et en disposer, et aider par garantie, endossement, concession réciproque, risque conjoint, consolidation ou amalgamation toutes telles compagnies, personnes ou sociétés, sous le nom de "Montreal House Incorporated", avec un capital total de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en cent cinquante (150) actions de cent piastres (\$100.0) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour d'avril 1910.

JOS. DUMONT,  
Sous-secrétaire de la province.

1825.2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit avril 1910, constituant en corporation MM. Israël Montreuil, commerçant, Joseph Simard, commerçant, Joseph Napoléon Beaumont, commerçant, Arthur de Varennes, comptable, et Hubert Bélanger, commis, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire le commerce généralement, et spécialement le commerce de denrées alimentaires, de poissons, d'huîtres, de légumes, de fruits et de provisions.

Acquérir, construire, posséder, exploiter, hypothéquer, vendre et aliéner des terrains propres à la culture, des bâtisses, instruments aratoires et généralement tout ce qui peut servir à l'exploitation agricole sous toutes ses formes et dans toutes ses espèces.

Acquérir, construire, posséder et exploiter, vendre et aliéner des pêcheries, droits de pêche, glaciers, réfrigérateurs, des quais et en général tout ce qui peut se rapporter à l'exploitation de la pêche et des pêcheries ;

To carry on any other business (manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any of the above specified businesses, or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of, or render profitable any of the company's properties or rights, and to do all acts and exercise all powers incidental to the due carrying out of the objects for which the company is incorporated, and necessary to enable the company to profitably carry on its undertakings, under the name of "William McWilliam, Incorporated", with a total capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the provincial secretary, this 20th day of April, 1910.

JEREMIE L. DECARIE,  
Provincial Secretary.

1990

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 9th day of April, 1910, incorporating Messrs. George Elmer Fuller, hotel-keeper, Charles Henry Nutter, merchant, Thomas Barnard Gould, solicitor, Thomas Joseph Coonan, secretary, and John Thomas Hackett, advocate, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire, construct, manage, operate, lease, hire, let, buy and sell hotels, luncheon rooms and places of public entertainment and to enter into all undertakings and to do all business necessary for or incidental to the carrying on of the business for which incorporation is hereby sought and all other matters and things required to be done for the purpose of maintaining furthering and enlarging the operations of the company ;

To acquire, hold, own and dispose of stocks, shares, bonds or other securities of companies carrying on business similar to the one for which incorporation is sought and to aid by guarantee, endorsement, reciprocal concession, joint adventure, consolidation or amalgamation any such companies, persons or partnerships, under the name of "Montreal House Incorporated", with a total capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into one hundred and fifty (150) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this ninth day of April, 1910.

JOS. DUMONT,  
Deputy Provincial Secretary.

1826

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letter patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1909, incorporating Messrs. Israël Montreuil, trader, Joseph Simard, trader, Joseph-Napoléon Beaumont trader, Arthur De Varennes, accountant, and Hubert Bélanger, clerk, all of the city of Quebec, for the following purposes :

To carry on business generally, and especially the business of staple commodities, fish, oysters, vegetables, fruits and provisions ;

To acquire, construct, own, exploit, hypothecate, sell and alienate farm lands, buildings, farming implements and generally anything useful for agricultural operations under any form and in any kind ;

To acquire, construct, hold and operate, sell and alienate fisheries, fishing rights, ice-houses, refrigerators, wharves and generally anything relating to the exploitation of fishing and fisheries ;

Construire, posséder, affréter des vaisseaux navigables, soit à vapeur ou toutes autres sortes de ba saux, vaisseaux ou bâtiments pour le transport des passagers, des effets et marchandises ou pour la traction ou remorquage d'autres vaisseaux, et pour cette fin construire, posséder et employer des bassins, entrepôts et autres prémices qui peuvent être convenables et nécessaires pour les fins de la compagnie avec le droit de faire tous contrats, transactions et arrangements avec toutes personnes, sociétés de personnes ou compagnies qui s'occupent du transport de passagers, de marchandises ou traction ou remorquage d'autres bateaux ;

Manufacturer, acheter et vendre de la glace et fournitures pour les marchands de glace et en faire le commerce ;

Acquérir, posséder et exploiter des glaciers, réfrigérateurs, faire les affaires de réfrigérateurs ou le commerce d'entrepôts dans des entrepôts réfrigérateurs ou non ;

Acquérir, construire, posséder ou exploiter des quais, les vendre ou autrement les aliéner ;

Acquérir, posséder et exploiter des lots à bâtir, y construire des maisons, les vendre ou autrement les aliéner et faire en général le commerce de constructeurs de maisons, de bâtiments, les louer ou les vendre ou autrement les aliéner ; tenir des magasins ;

Obtenir des brevets d'invention, les posséder, les vendre ou les exploiter ;

Exploiter des pouvoirs d'eau dans les comtés de Matane, Québec, Portneuf, Beauce, Rimouski, Montmagny, Charlevoix, Saguenay et Saint Maurice, et toutes autres sortes de pouvoirs pouvant produire une force motrice quelconque ;

Fabriquer de l'électricité, du gaz et employer telle fabrication pour les fins de la compagnie et en faire le commerce ;

Acquérir l'actif ou assumer le passif de toutes personnes, sociétés commerciales ou compagnies à fonds social exploitant tous ou quelques-uns des objets de la présente compagnie ;

Acquérir par achat, échange ou autrement et posséder des actions dans d'autres compagnies formées pour l'un ou plusieurs des objets de la présente compagnie ;

Donner en paiement de biens meubles ou immeubles généralement, de services, de valeurs, de comptes, de dettes, des actions entièrement ou partiellement libérées de la compagnie ;

Se départir, transférer par vente, échange ou autrement des actions de la présente compagnie à d'autres compagnies constituées pour l'un ou plusieurs des objets de la présente compagnie ;

Se fusionner avec une autre compagnie constituée pour l'un ou plusieurs des objets de la présente compagnie ;

Se procurer de l'argent et pour cela emprunter, hypothéquer, émettre des bons, des débetures sur les biens de la compagnie et engager généralement le crédit de la présente compagnie ;

Et généralement, faire toutes autres opérations permettant à la compagnie d'atteindre les fins pour lesquelles elle est constituée sous le nom de "Dominion Fish & Fruit, Limited", avec un capital total de trois cent soixante et quinze mille piastres (\$375,000.00), divisé en trois mille sept cent cinquante actions (3750) de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour d'avril 1910.

JEREMIE L. DECARIE,

1829.2

Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'avril 1910, constituant en corporation MM. Pierre Paradis, Ariste Boisvert, commerçants et manufacturiers, de la cité de Montréal, Zotique Primeau,

To construct, hold, charter sea-worthy vessels either steam or any other kind of boat, vessel or ship, for the conveyance of passengers effects and merchandise or for the hauling or towing of other vessels, and for such purpose to construct, hold and make use of docks, warehouses and other premises that may be suitable and necessary for the purposes of the company, with the right to make any contracts, transactions and arrangements with any person, firm or company engaged in conveying passengers, merchandise or hauling or towing other boats ;

To manufacture, purchase and sell ice and supplies for ice-merchants and carry on the business thereof ;

To acquire, own and operate ice-houses, refrigerator, carry on the cold storage business or the business of bonders in cold storage warehouses or not ;

To acquire, construct, hold or exploit wharves, sell or otherwise alienate same ;

To acquire, own and exploit building lots, erect houses thereon, sell or otherwise alienate same and carry on generally the business of constructors of houses and buildings, lease, sell or otherwise alienate same ; keep stores ;

To obtain patents of invention, hold, sell or exploit same ;

To operate water powers in the counties of Matane, Quebec, Portneuf, Beauce, Rimouski, Montmagny, Charlevoix, Saguenay and Saint Maurice, and all other kind power capable of produce any motive power whatever ;

To manufacture electricity and gas, and employ same for the purposes of the company and trade therein ;

To acquire the assets or assume the liabilities of any person, partnership or joint stock company engaged in all or any of the objects of this company ;

To acquire by purchase, exchange or otherwise, and hold shares in other companies formed for one or more of the objects of this company ;

To give in payment for real and personal property, services, values, accounts and debts, fully or partially paid up shares of this company ;

To part with, transfer by sale, exchange or otherwise shares of this company to other companies formed for one or more of the objects of this company ;

To amalgamate with another company formed for one or more of the objects of this company ;

To procure money and for such purposes to borrow hypothecate, issue bonds, debentures on the property of the company and generally pledge the credit of this company ;

And generally carry on any other operations for the company to attain the purposes for which it is formed, under the name of "Dominion Fish and Fruit, Limited," with a total capital of three hundred and seventy five thousand dollars (\$375,000.00), divided into three thousand seven hundred and fifty (3750) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation will be in the city of Québec.

Dated from the office of the secretary of the province, this eighth day of April, 1910.

JEREMIE L. DECARIE,

1830

Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1910, incorporating Messrs. Pierre Paradis, Ariste Boisvert, traders and manufacturers, of the city of Montreal, Zotique Primeau, Joseph Blain,

Joseph Blain, Zéphirin Lauzé et Arthur Galarneau, fondateurs, du village de Chambly Canton, dans le comté de Chambly, dans les buts suivants :

Exercer le commerce et l'industrie de manufacturiers et fondeurs, et faire toutes affaires en général se rapportant à cette industrie ;

Acheter, fabriquer et vendre tous objets ou articles se rattachant à ce commerce, tels que poêles, coffres-forts, et tous autres articles en métal de toutes descriptions, et exercer l'industrie de doreurs, argenteurs, nickeleurs, etc., ou tous autres ouvrages de même nature ;

Eriger et construire des usines ou autres travaux, avec les machines nécessaires pour l'exercice des dits commerce et industrie ; acquérir par achat ou autrement, vendre ou louer les dites usines, terrains ou machines ou autrement, en disposer aux conditions jugées convenables ;

Acquérir et posséder tous les appareils nécessaires pour fabriquer et fournir le pouvoir moteur, la lumière et la chaleur qui seront nécessaires dans l'exercice du dit commerce ou industrie, et acquérir vendre, louer les brevets d'invention, marques de commerce, procédés ou tous autres droits et privilèges se rapportant au dit commerce ;

Acquérir par achat, bail ou autrement les biens mobiliers et immobiliers, clientèle, droits, privilèges, contrats et tout l'actif en général, meubles et immeubles, de toutes personnes ou compagnies faisant des affaires semblables, et en payer le prix soit en argent ou en actions libérées dans la dite compagnie à être incorporée, ou en obligations ou autres garanties de la dite compagnie, tel que jugé à propos entre les parties, et en particulier acquérir tout l'actif mobilier, matériaux, outils, etc., machines, appareils, marchandises, clientèle, créances et tous biens meubles de nature quelconque faisant partie de l'actif de la société "Paradis & Boisvert", manufacturiers et fondeurs de Montréal, et de la société connue comme "La Fonderie de Varennes", et payer le prix convenu pour ces dits actifs au moyen d'actions libérées en faveur des intéressés dans les dites actifs et dans les dites sociétés ;

Acquérir et posséder des actions ou autres garanties de même nature dans toutes compagnies faisant des affaires semblables et en payer le prix au moyen d'actions libérées dans la dite compagnie ou au moyen d'autres garanties de la dite compagnie ;

Payer en actions libérées l'acquisition de tous brevets d'invention, marques de commerce, etc. ;

Faire tous arrangements pour participation de profits, fusion, union d'intérêt et autres moyens de co-opération avec toutes personnes ou compagnies faisant des affaires semblables ;

Faire toutes choses qui peuvent être nécessaires ou utiles pour atteindre les fins ci-dessus mentionnées, sous le nom de "Paradis & Boisvert, Incorporé", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour d'avril 1910.

JOS. DUMONT,  
1827-2      Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'avril 1910, constituant en corporation MM. Charles M. Cotton, avocat, de la cité de Montréal, Herbert A. Webb, imprimeur, du village de Cowansville, Charles S. Cotton, shérif, George E. Ford, cultivateur, et Dame Alice A. Cotton, épouse séparée de biens par contrat de mariage du dit George E. Ford, dûment autorisée à l'effet des présentes par son dit mari, du canton de Dunham, dans les buts suivants :

Faire les affaires d'impression, de publication et de l'édition de journaux, revues et autres publications dans toutes leurs branches ;

Zéphirin Lauzé and Arthur Galarneau, founders, of the village of Chambly Canton, in the county of Chambly, for the following purposes :

To carry on the trade and industry of manufacturers and founders, and carry on in general any business relating to the said industry ;

To purchase, manufacture and sell any objects or articles pertaining to such trade, such as stoves, strong-boxes and all other articles in metal of any description, and carry on the business of gold, silver and nickel platers, etc, or any other works of a like nature ;

To erect and construct workshops or other works, with the machinery necessary to carry on the said trade and industry ; to acquire by purchase or otherwise, sell or lease the said workshops, lands or machinery, or otherwise dispose of same on suitable conditions ;

To acquire and own all the apparatus necessary to manufacture and supply the motive power, light and heat necessary to carry on the said trade and industry ; and acquire, sell, lease patents of invention, trade works, processes, or any other rights and privileges connected with the said trade ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, the moveable or immovable property, goodwill, rights, privileges, contracts and assets in general, personal and real estate, of any person or company carrying on a similar business, and pay for same in money or in paid up shares of the said company to be incorporated, or in debentures or other securities of the said company, as deemed between the parties, and in particular to acquire the moveable assets, materials, tools, etc., machines, appliances, merchandise, goodwill, credits, and all the moveable property of any nature whatsoever forming part of the assets of the firm of "Paradis & Boisvert," manufacturers and founders, of Montreal, and of the firm known as "La Fonderie de Varennes", and pay the price agreed for the said assets with paid up shares in favor of the interested parties in the said assets and the said firms ;

To acquire and old shares or other securities of a like nature in any company carrying on a similar business, and pay for same in paid up shares of the said company or in other securities of the said company ;

To pay for acquisition of any patents of invention, trade marks, with paid up shares ;

To make any arrangement for the participation of profits, pension, union of interests and other means of co-operation with any person or company carrying on a similar business ;

To do any thing that may be necessary or useful to attain the aforesaid purposes, under the name of "Paradis & Boisvert, Incorporé", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation will be at Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this eleventh day of April, 1910.

JOS. DUMONT,  
1828      Assistant Provincial Secretary,

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1910, incorporating Messrs. Charles M. Cotton, advocate, of the city of Montreal, Herbert A. Webb, printer, of the village of Cowansville, Charles S. Cotton, sheriff, George E. Ford, farmer, and Dame Alice A. Cotton, wife separate as to property by an ante-nuptial contract of the said George E. Ford, duly authorized for the purposes of these presents by her said husband, of the township of Dunham, for the following purposes :

To carry on the business of printing, publishing, and editing news-papers, magazines and other publications in all their branches ;

Acquérir et prendre de toute personne ou personnes, sociétés ou corporations les journaux, revues ou publications périodiques maintenant en existence ou qui peuvent être en existence à l'avenir, et de les payer en argent ou stock ou partie en argent et partie en stock de la dite compagnie ;

Imprimer, publier, éditer, distribuer et vendre des livres, brochures, circulaires, cartes ou autres publications ;

Faire les affaires d'impression à la tâche et publications commerciales dans toutes leurs branches ;

Acquérir tous les immeubles, matériel, machines et mécaniques nécessaires, utiles ou en rapport à ses affaires ;

Acquérir et faire le commerce de noms, droits de propriété ou patentes qui peuvent être utiles, requis ou avantageux pour les affaires de la compagnie ;

Entrer en arrangement pour l'intérêt conjoint ou concession réciproque avec toute personne ou personnes, société ou corporation engagées en tout ou en partie dans les mêmes affaires que celles dont la compagnie est autorisée à faire, sous le nom de "Cotton's Co-operative Publishing Company, incorporated," avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Cowansville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 14<sup>e</sup> jour d'avril 1910.

JEREMIE L. DECARIE,

Secrétaire de la province.

1899-2

No 532-10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

En conformité des dispositions de l'article 96 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaires de Saint-Lin, dans le comté de l'Assomption, les biens fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Lin, les Nos 236 et 237 de la concession Sud-Rivière, et de les annexer à la municipalité scolaire de la ville des Laurentides, dans le même comté,

Québec, 14 avril 1910.

1889.2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.

*Relatifs aux avis de Bill Privés*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoir, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français

To acquire of and to take over from any person or persons, firm or corporation and newspaper, magazine or periodical now in existence or which may hereafter come in to existence, and to pay for the same in cash or stock or partly in cash and partly in stock of the said company ;

To print, publish, issue, edit and sell books, leaflets, circulars, cards or other publications ;

To carry on the business of job printing and commercial advertising in all their branches ;

To acquire any and all real estate, plant, machinery and mechanism necessary, useful or incidental to its business ;

To acquire any trade names, copyrights or patents, which may by useful requisite or advantageous for the business of the company ;

To enter into any agreement for joinder of interest of reciprocal concession with any person or persons, firm or corporation engaged in whole or in part in a business similar to the business which the company is authorized to carry on, under the name of "Cotton's Co-operative Publishing Company, incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation will be at Cowansville.

Dated from the office of the provincial secretary, this 14th day of April, 1910.

JEREMIE L. DECARIE,

Provincial Secretary.

1900

No. 532-10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

In conformity with the provisions of article 96 of the education act, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint Lin, in the county of l'Assomption, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint Lin, the Nos. 236 and 237 of the South-River concession, and to annex same to the school municipality of the town of Laurentides, in the same county.

Québec, 14th April, 1910.

1890

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53 whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the

en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.- Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.- Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment

parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

1645

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privés*

51. Toute demande de bills privés dont la matière

english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave of bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend a bill of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

1646

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY,

*Private Bills*

51. All application for Private Bills, properly

tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre;

the subject of legislation by the Legislature of Québec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition, and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incor-

et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en que il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelqu'amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines

pourating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks

avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

1647 L. G. DESJARDINS,  
Greffier de l'Assemblée Législative.

## Demandes à la Législature

### CITÉ DE QUÉBEC

HOTEL DE VILLE

Bureau du greffier de la cité.

Québec, 5 février 1910.

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à sa charte d'incorporation, pour obtenir l'autorisation d'emprunter deux cent mille piastres (\$200,000) pour le coût de travaux permanents à être faits dans le quartier Limoilou, vingt mille piastres (\$20,000.00), pour l'acquisition de terrains et droits de servitude en rapport avec l'aqueduc de la cité; quinze mille piastres (\$15,000.00) pour se rembourser du coût de travaux permanents faits à la Côte d'Abraham et d'indemnités et frais payés en rapport avec ces travaux; soixante-douze mille piastres pour le pavage de la rue Saint-André, et quatre-vingt-treize mille piastres pour autres améliorations permanentes; pour modifier la manière de décider les plaintes faites contre les livres de cotisation; pour protéger davantage l'eau de l'aqueduc contre les impuretés; pour l'autoriser à faire, à certaines conditions, des trottoirs permanents et uniformes dans les rues; à forcer les compagnies de télégraphe, de téléphone, de lumière électrique à construire des canaux souterrains pour leurs fils; à faire un emprunt suffisant pour municipaliser le service d'éclairage de la cité, et faire le commerce de lumière, de chaleur et de pouvoir; à construire, ou aider à la construction d'un pont ou de ponts sur la rivière Saint-Charles pour communiquer avec le quartier Limoilou, et à emprunter pour cette fin une somme n'excédant pas cent mille piastres, et pour autres fins.

Par ordre,

947-5 H. J. J. B. CHOUINARD,  
Greffier de la cité.

Avis public est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'incorporation de "La Ligue Anti-Tuberculeuse de Québec", ayant son principal bureau à Québec, et ayant pour objet de combattre la tuberculose et de lutter contre ses progrès.

Québec, 24 mars 1910. 1653.4

## Avis Divers

### AVIS.

Il sera tenu des examens pour immatriculation et pour enregistrement simultanément à l'hôtel de ville de Québec, et 5, square du Beaver Hall, Montréal, le 25 juillet 1910 et les jours suivants, à neuf heures de l'avant-midi de chaque jour.

Les témoignages d'étude, item "A" des examens, (voir annuaire) devront être remis au bureau de

before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

1648 L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Legislative Assembly.

## Applications to the Legislature

### CITY OF QUEBEC.

CITY HALL.

City clerk's office.

Québec, 5th February, 1910.

Public notice is hereby given that the city of Québec will apply to the provincial Legislature, at its next session, for certain amendments to its charter of incorporation, to wit: for authorization to borrow two hundred thousand dollars (\$200,000.00) to pay for works of a permanent nature to be executed in Limoilou ward, twenty thousand dollars (\$20,000.00), to purchase the land and rights of servitude in connection with the city waterworks; fifteen thousand dollars (\$15,000.00) to reimburse the city treasury for the amount of works of a permanent nature executed in Côte d'Abraham and indemnities and costs paid in connection with the said works; seventy two thousand dollars for the paving of Saint Andrew street, and ninety three thousand dollars for other permanent improvements; to modify the mode of deciding complaints made against the assessors' books; to better protect the water of the city waterworks against pollution; to authorize it to make, on certain conditions, permanent and uniform sidewalks in the streets; to compel telegraph, telephone and electric light companies to construct underground passages for their wires; to contract a sufficient loan to municipalize the lighting service of the city and carry on the business of light, heat and power; to construct, or aid in the construction of a bridge or bridges over the Saint Charles river, to communicate with Limoilou ward, and to borrow for such purpose a sum not exceeding one hundred thousand dollars, and for other purposes.

By order,

948 H. J. J. B. CHOUINARD,  
City clerk.

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its present session, for the incorporation of "La Ligue Anti-Tuberculeuse de Québec", having its head office at Québec, and its purpose being to struggle against tuberculosis and its progress.

Québec, 24th March, 1910. 1654

## Miscellaneous Notices

### NOTICE.

The examinations for admission to study of architecture or registration will be held on the 25th July, 1910 and the following days, at the rooms of the province of Québec Association of Architects, 5, Beaver Hall square, Montreal and at the city hall of Québec, at nine o'clock in the forenoon, each day.

Testimonies of study, item "A" of the examinations, (see year book) shall have to be in the rooms

l'association le ou avant le 20 mai de l'année courante. Ces témoignages d'étude devront être accompagnés d'un honoraire de dix dollars (\$10.00) pour les examens d'immatriculation et d'un honoraire de vingt-cinq dollars (\$25.00) pour les examens d'enregistrement. 1923

A une assemblée générale de "The Sterling Fire Insurance Company" tenue le 16 mars 1910, il a été décidé de transporter immédiatement à Lévis le bureau chef de cette compagnie.

G. DEMERS,  
Président.

1917

Avis est par le présent donné, conformément à la loi intitulée: "Loi pour venir en aide à certains corps religieux," (Q. 1905, chap. 21), une requête sera présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par "Tabernacle Baptist Church, Montreal," demandant l'incorporation en vertu de la dite loi, et que la dite requête sera ainsi présentée le vingt-troisième jour de mai prochain 1910.

CUSHING & BARRON,  
Notaires publics des requérants.

Montréal, 9 avril 1910. 1819.2

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 3611.

Dame Marie Delphine Corilla Gervais, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de David Mason, marchand, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs

Le dit David Mason, du même lieu,  
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, en cette cause par la demanderesse contre le défendeur.

Montréal, 15 avril 1910. 1921

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 1913.

Dame Roséline Martel, épouse commune en biens de Herménégilde Lanier, marchand, des cité et district de Montréal,  
Demanderesse ;

vs

Le dit Herménégilde Lanier, ci-devant du même lieu, actuellement absent,  
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 11 avril 1910.

J. W. JALBERT,  
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 11 avril 1910. 1845-2

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
No 346.

Dame Albania Desroches, de la Pointe-au-Pic, comté de Charlevoix, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Ulysse Harvey, commerçant, du même lieu.

GAGNÉ & GAGNÉ,  
Procureurs de la demanderesse.

Québec, 11 avril 1910. 1839.2

Province de Québec, }  
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*  
No 5129.

Dame Rézina Villandré, de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, district de Richelieu, épouse commune en biens de Dolphis Chassé, ferblantier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

P. J. ARTHUR CARDIN,  
Procureur de la demanderesse.

Sorel, 23 mars 1910. 1715-3

of the association on or before the 20th May next. The said testimonies to be accompanied by a fee of ten dollars (\$10.00) for candidates for matriculation and a fee of twenty five dollars (\$25.00) for registration. 1924

At a general meeting of the shareholders of the "Sterling Fire Insurance Company" held on the 16th March, 1910, it was decided to immediately transfer the head office of the said company to Lévis.

G. DEMERS,  
President.

1918

Notice is hereby given that, in accordance with the act, entitled: "An act for the relief of certain religious bodies", (Q. 1905, chap. 21), a petition will be presented to the Lieutenant Governor in council, by "Tabernacle Baptist Church, Montreal", praying for incorporation under the said act, and that the said petition will be so presented on the twenty third day of May next, 1910.

CUSHING & BARRON,  
Notaries public for petitioners.

Montreal, 9th April, 1910. 1820

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 3611.

Dame Marie Delphine Corilla Gervais, of the city and district of Montreal, wife common as to property of David Mason, merchant, of the same place, duly authorized to ester en justice,  
Plaintiff ;

vs

The said David Mason, of the same place,  
Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, in this cause by plaintiff against defendant.

Montreal, 15th April, 1910. 1922

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1913.

Dame Roséline Martel, wife common as to property of Herménégilde Lanier, merchant, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice,  
Plaintiff ;

vs

The said Herménégilde Lanier, formerly of the same place, new absent,  
Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, the 11th April, 1910.

J. W. JALBERT,  
Attorney for plaintiff.

Montreal, 11th April, 1910. 1846

Province of Quebec, }  
District of Queb.c. } *Superior Court.*  
No. 346.

Dame Albania Desroches, of La Pointe-au-Pic, county of Charlevoix, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Ulysse Harvey, trader, of the same place.

GAGNE & GAGNE,  
Attorneys for Plaintiff.

Quebec, 11th April, 1910. 1840

Province of Quebec, }  
District of Richelieu. } *Superior Court.*  
No. 5129.

Dame Rézina Villandré, of the parish of Saint-Guillaume d'Upton, district of Richelieu, wife common as to property of Dolphis Chassé, tinman, of the same place, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

P. J. ARTHUR CARDIN,  
Attorney for plaintiff.

Sorel, 23rd March, 1910. 1716

Canada,  
Province de Québec, }  
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
Dame Marie Alphée Pothier, de la ville de Bromp-  
tonville, district de Saint-François, épouse com-  
mune en biens de Hugh Mullen, gentilhomme,  
du même lieu, dûment autorisée à ester en justice  
aux fins des présentes, par l'un des honorables  
juges de la cour supérieure, Demanderesse ;

vs  
Le dit Hugh Mullen, Défendeur.  
Une action en séparation de corps et de biens a  
été instituée en cette cause, le vingt-deuxième jour  
de février dix-neuf cent dix.

CAMPBELL & GENDRON,  
Procureurs de la demanderesse.  
Sherbrooke, 8 avril 1910. 1821-2

Province de Québec, }  
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*  
No 3048.

Dame Noémi Angers, épouse commune en biens  
de Stanley Tremblay, tous deux d'Hébertville Sta-  
tion, dûment autorisée, a intenté une action en  
séparation de biens contre le dit Stanley Tremblay,  
ce septième jour d'avril 1910.

ELZ. LEVESQUE,  
Procureur de la demanderesse.  
Chicoutimi, 7 avril 1910. 1847.2

{ Province de Québec, }  
{ District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*

Dame Rose-Delima *alias* Rosa Papin, épouse com-  
mune en biens de Philias Lamothe, cordonnier,  
du village de Contrecoeur, dans le district de Ri-  
chelieu, dûment autorisée à ester en justice, par  
le juge aux fins des présentes,

Demanderesse ;  
vs  
Le dit Philias Lamothe, cordonnier, du même lieu,  
Défendeur.

Avis est par les présentes donné que la deman-  
deresse ci-dessus a intenté contre le défendeur ci-  
dessus, une action en séparation de biens.

GEOFFRION & GOYETTE,  
Procureurs de la demanderesse.  
Sorel, 13 avril 1910. 1881-2

#### AVIS.

Le 13 avril 1910, Dame Emma Rosamonde Picard,  
modiste, de la cité et du district de Saint-Hyacin-  
the, dûment autorisée à cette fin, épouse de Victor  
Plamondon, du même lieu, agent de billets de pas-  
sage de chemin de fer, a pris contre son mari une  
action en séparation de biens, devant la cour supé-  
rieure siégeant en le dit district de Saint-Hyacinthe.

A. O. T. BEAUCHEMIN,  
Avocat de la demanderesse.  
Saint-Hyacinthe, 13 avril 1910. 1871.2

Province de Québec, }  
District de d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*  
No 118.

Une action en séparation de biens a été prise, ce  
jour, par Dame Alphonsine Plante, épouse com-  
mune en biens d'Antonio Brissette, du village de  
Princeville, agent d'assurances, contre son dit époux.

WALSH & POISSON,  
Procureurs de la demanderesse.  
Arthabaska, 5 avril 1910. 1777.3

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 768.

Dame Georgiana Ouellette, épouse de Alexis  
Gagnon, entrepreneur menuisier, des cité et dis-  
trict de Montréal, a, ce jour, pris une action en  
séparation de biens contre son dit mari.

MONTY & DURANLEAU,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 7 avril 1910. 1805.3

Canada.  
Province of Quebec, }  
District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
Dame Marie Alphée Pothier, of the town of Bromp-  
tonville, district of Saint Francis, wife *commune*  
*en biens* of Hugh Mullen, gentleman, of the same  
place, duly authorized to *ester en justice aux fins*  
*des présentes*, by one of the Honorable judges of  
the superior court, Plaintiff ;

vs  
The said Hugh Mullen, Defendant.  
An action for separation as to bed and board has  
been instituted in this cause, on the twenty-second  
day of February, nineteen hundred and ten.

CAMPBELL & GENDRON,  
Attorneys for plaintiff.  
Sherbrooke, 8th April, 1910. 1822

Province of Quebec, }  
District of Chicoutimi. } *Superior Court*  
No. 3048.

Dame Noémi Angers, wife common as to prop-  
erty of Stanley Tremblay, both of Hebertville  
Station, duly authorized, has instituted an action  
for separation as to property against the said  
Stanley Tremblay, this 7th day of April, 1910.

ELZ. LEVESQUE,  
Attorney for plaintiff.  
Chicoutimi, 7th April, 1910. 1848

Province of Quebec, }  
District of Richelieu. } *Superior Court.*

Dame Rose-Delima *alias* Rosa Papin, wife common  
as to property of Philias Lamothe, shoemaker,  
of the village of Contrecoeur, in the district of Ri-  
chelieu, duly authorized to *ester en justice* by the  
judge for the purposes hereof,

Plaintiff ;  
vs  
The said Philias Lamothe, shoemaker, of the same  
place, Defendant.

Notice is hereby given that the aforesaid plaintiff  
has instituted against the aforesaid defendant an  
action for separation as to property.

GEOFFRION & GOYETTE,  
Attorneys for plaintiff.  
Sorel, 13th April, 1910. 1882

#### NOTICE.

On 13th April, Dame Emma Rosamonde Picard,  
milliner, of the city and district of Saint Hyacinth,  
duly authorized for the end hereof, wife of Mf.  
Victor Plamondon, railway tickets agent, of the  
same place, has instituted an action for separation  
as to property against his said husband, before the  
superior court of Saint Hyacinth.

A. O. T. BEAUCHEMIN,  
Attorney of the plaintiff.  
Saint Hyacinth, 13th April, 1910. 1872

Province of Quebec, }  
District of Arthabaska. } *Superior Court*  
No. 118.

An action for separation as to property has been  
instituted, this day, by Dame Alphonsine Plante,  
wife common as to property of Antonio Brissette,  
of the village of Princeville, insurance agent, against  
her said husband.

WALSH & POISSON,  
Attorneys for plaintiff.  
Arthabaska, 5th April, 1910. 1778

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 768.

Dame Georgiana Ouellette, wife of Alexis  
Gagnon, joiner contractor, of the city and district  
of Montreal, has instituted, this day, an action for  
separation as to property against her husband.

MONTY & DURANLEAU,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 7th April, 1910. 1806.

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dame Evelina Trudeau, de la cité et du district de  
 Montréal, épouse commune en biens de Joseph  
 Barbeau, menuisier, dûment autorisée à ester  
 en justice, Demanderesse ;  
 vs  
 Le dit Joseph Barbeau, du même lieu, Défendeur  
 Une action en séparation de biens a été instituée  
 contre le défendeur, ce jour.  
 G. EMILE DEPOCAS,  
 Avocat de la demanderesse.  
 Montréal, 15 décembre 1909. 1803.3

Province de Québec, }  
 District de Joliette. } *Cour Supérieure.*  
 No 4739.  
 Dame Philomène Raiche, de la ville de Berthier,  
 dûment autorisée aux fins des présentes, épouse  
 commune en biens de Isidore Tanguay, boucher, de  
 la dite ville, a institué, ce jour, une action en sépa-  
 ration de biens contre le dit Isidore Tanguay.  
 VICTOR ALLARD,  
 Avocat de la dite demanderesse.  
 Joliette, 23 mars 1910. 1633.4

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 3905.  
 Dame Suzan Gore, épouse commune en biens de  
 Thomas Waldron, épiciier, de la ville de Verdun,  
 district de Montréal, dûment autorisée à ester en  
 justice, Demanderesse ;  
 vs  
 Thomas Waldron, épiciier, de la ville de Verdun,  
 district de Montréal, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée  
 en cette cause, le 18 mars 1910.  
 McAVOY, HANDFIELD & HANDFIELD,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Montréal, 26 mars 1910. 1637.4

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 1253.  
 Dame Maria Barsalou, épouse de Domina Sicotte,  
 de la cité et district de Montréal, Demanderesse ;  
 vs  
 Le dit Domina Sicotte, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée  
 en cette cause, le vingt-quatrième jour de mars  
 1910.  
 CRESSÉ & DESCARRIES,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Montréal, 30 mars 1910. 1671.4

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
 No 3077.  
 Dame Sarah Newton, de la cité et du district de  
 Montréal, épouse commune en biens de George  
 F. Macdonald, gentilhomme, du même lieu, et  
 dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;  
 vs  
 Le dit George F. Macdonald, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée  
 en cette cause, le 4 mars 1910.  
 J. P. CULLEN,  
 Procureur de la demanderesse.  
 Montréal, 14 mars 1910. 1533.5

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 Mrs. Evelina Trudeau, of the city and district of  
 Montreal, wife common as to property of Joseph  
 Barbeau, carpenter, and duly authorized to ester  
 en justice, Plaintiff ;  
 vs  
 The said Joseph Barbeau, of the same place, Défendeur.  
 An action for separation as to property has, this  
 day, been instituted in this case by the plaintiff.  
 G. EMILE DEPOCAS,  
 Attorney for plaintiff.  
 Montreal, 15th December, 1909. 1804

Province of Quebec, }  
 District of Joliette. } *Superior Court.*  
 No. 4739.  
 Dame Philomène Raiche, of the town of Berthier,  
 duly authorized for the purposes hereof, wife com-  
 mon as to property of Isidore Tanguay, butcher, of  
 the said town, has, this day, instituted a suit in sepa-  
 ration as to property against the said Isidore Tan-  
 guay.  
 VICTOR ALLARD,  
 Attorney for plaintiff.  
 Joliette, 23rd March, 1910. 1634

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 3905.  
 Dame Suzan Gore, wife common as to property of  
 Thomas Waldron, grocer, in the town of Verdun,  
 district of Montreal, duly authorized, Plaintiff ;  
 vs  
 Thomas Waldron, grocer, of the town of Verdun,  
 district of Montreal, Défendeur.  
 An action for separation as to property against  
 the defendant has been taken in this case, on the  
 18th March, 1910.  
 McAVOY, HANDFIELD & HANDFIELD,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 26th March, 1910. 1638

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 1253.  
 Dame Maria Barsalou, wife of Domina Sicotte, of  
 the city and district of Montreal, Plaintiff ;  
 vs  
 The said Domina Sicotte, Défendeur.  
 An action for separation as to property has been  
 instituted in this cause, on the twenty fourth day  
 of March, 1910.  
 CRESSE & DESCARRIES,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 30th March, 1910. 1672

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 3077.  
 Dame Sarah Newton, of the city and district of  
 Montreal, wife common as to property of George  
 F. Macdonald, gentleman, of the same place,  
 and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;  
 vs  
 The said George F. Macdonald, Défendeur.  
 An action for separation as to property has been  
 instituted in this cause, on the 4th day of March,  
 1910.  
 J. P. CULLEN,  
 Attorney for plaintiff.  
 Montreal, 14th March, 1910. 1534

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

*In re* Minnie O'Neil, Westmount, Qué.

Avis est par les présentes donné que, par ordre de la cour supérieure, en date du 15 avril 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de la sus-nommée, qui en a fait cession judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être filées entre mes mains dans les 30 jours qui suivent cet avis.

P. J. CHARTRAND,  
Curateur.

Bureau de Chartrand & Turgeon,  
55, rue Saint-François-Xavier,  
Montréal. 1919

Province de Québec, }  
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

No 82.

Dans l'affaire de Alphonse Laliberté, marchand, de la paroisse de Gentilly,

Débiteur-insolvable ;  
et

Paul Poisson, de la dite paroisse,

Créancier requérant.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, aux Trois-Rivières.

SYLVIANO DUGAL,  
Gardien provisoire.

Blondin, Désy et Désilets,  
Procureurs.  
Trois-Rivières, 14 avril 1910. 1915

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

*In re* Henri Galarneau, Montréal.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera payable à nos bureaux, 55, rue Saint-François-Xavier, Montréal, le ou après le 12 mai 1910.

Toute contestation à ce bordereau de dividende devra nous être produite avant la date sus-mentionnée.

P. J. CHARTRAND,  
P. L. TURGEON,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,  
55, Saint-François-Xavier, Montréal. 1947

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Méciea Dame, hôtelier, ville Saint-Paul,  
Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour supérieure en date du 22 avril 1910, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

NAPOLÉON ST. AMOUR,  
Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.  
Montréal, 23 avril 1910. 1977

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de David Lamoureux, hôtelier, des cité et district de Montréal,  
Failli.

Avis est par les présentes donné que, par un ordre de la cour supérieure, en date du 19<sup>e</sup> jour d'avril 1910, j'ai été nommé curateur aux biens du susdit failli, qui a fait abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

*In re* Minnie O'Neil, Westmount, Que.

Notice is hereby given that, by an order of the superior court, dated the 15th of April, 1910, I have been appointed curator to the estate of the above-named, who has made a judicial assignment of all his property for the benefit of her creditors.

Sworn claims must be filed with me within 30 days of the present notice.

P. J. CHARTRAND,  
Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,  
55, Saint François Xavier street,  
Montreal. 1920

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } *Superior Court.*

No. 82.

In the matter of Alphonse Laliberté, merchant, of the parish of Gentilly,

Insolvent debtor ;

and

Paul Poisson, or the said parish,

Creditor petitioner.

Notice is hereby given that the said debtor has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, at Three Rivers.

SYLVIANO DUGAL,  
Provisional guardian.

Blondin, Désy & Désilets,  
Attorneys.  
Three-Rivers, 14th April, 1910. 1916

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

*In re* Henri Galarneau, Montreal.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared in this matter and will be payable at our offices, 55, Saint François Xavier street, Montreal, on or after the 12th of May, 1910.

Any contestation of said dividend must be filed with us before the date above mentioned.

P. J. CHARTRAND,  
PAUL L. TURGEON,  
Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,  
55, Saint François Xavier, Montreal. 1948

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Méciea Dame, hotel-keeper, town of Saint Paul,  
Insolvent.

In virtue of an order of the superior court dated the 22nd April, 1910, I have been appointed curator to the property of the said insolvent.

All persons having claims against the said estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

NAPOLÉON ST. AMOUR,  
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.  
Montreal, 23rd April, 1910. 1978

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of David Lamoureux, hotel keeper, of the city and district of Montreal,  
Insolvent.

Notice is hereby given that, by an order of the superior court, on the 19th of April, 1910, I have been appointed curator to the estate above named insolvent, who has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les 30 jours de cet avis.

P. L. TURGEON,  
Curateur.

Bureau de Chartrand & Turgeon,  
55, rue Saint-François-Xavier,  
Montréal. 1949

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 99.

Dans l'affaire de Auguste Lapensée, épicier de village Turcot, Failli.  
Avis est par les présentes donné que le dit insolvable a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, dit district.

A. LAMARCHE,  
Sub-gardien provisoire.

Bureau de A. Lamarche,  
625, bâtisse Coristine.  
Montréal, 18 avril 1910. 1973

Province de Québec, }  
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de T. Emélie Authier, Roxton Falls, P. Q., Failli.

Avis est donné par la présente que le dit débiteur a fait, ce 19<sup>e</sup> jour d'avril 1910, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de cette cour.

VINCENT LAMARRE,  
Gardien provisoire.

Bureau : 408, Edifice "Power".  
Montréal, 20 avril 1910. 1969

Province de Québec, }  
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Paul Albert Gariépy & Raoul Gariépy, hôteliers, de Berthierville, Insolubles ;  
et

Hudon & Orsali, épiciers en gros, de Montréal, Requérents.

Avis est par les présentes donné que les dits débiteurs insolubles ont fait, ce jour, un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Joliette, à Joliette, dit district.

P. J. CHARTRAND,  
Sub-gardien provisoire.

Bureau de Chartrand & Turgeon,  
55, Saint-François-Xavier, Montréal.  
Joliette, 15 avril 1910. 1971

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 90.

Dans l'affaire de A. Lévesque, de Montréal, district de Montréal, Failli.  
Avis est par le présent donné que, le 19 avril courant, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous trente jours de cette date.

WILLIAM T. HOOD,  
Curateur.

50, Notre-Dame, Ouest, Montréal.  
Montréal, 20 avril 1910. 1981

*Cour supérieure.—District de Kamouraska.*

Dans l'affaire de Louis Arthur Dionne, de Saint Denis de Kamouraska, Failli ;  
et

Wm. McLimont & Son,  
Requérent cession.

Avis est donné que le quatorze du présent mois

Sworn claims must be filed into my hands in a delay of 30 days from this notice.

P. L. TURGEON,  
Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,  
55, Saint François Xavier street,  
Montreal. 1950

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 99.

In the matter of Auguste Lapensée, grocer, of Turcot village, Insolvent.  
Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made a judicial assignment of all his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court for said district.

A. LAMARCHE,  
Pro-provisional guardian.

Office of A. Lamarche,  
625, Coristine Building.  
Montreal, 18th April, 1910. 1974

Province of Quebec, }  
District of Bedford. } *Superior Court.*  
In the matter of Emélie Authier, Roxton Falls, P. Q., Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this 19th day of April, 1910, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, in the office of the prothonotary of this court.

VINCENT LAMARRE,  
Provisional guardian

Office : 408, "Power" Building.  
Montreal, 20th April, 1910. 1970

Province of Quebec, }  
District of Joliette. } *Superior Court.*  
*In re* Paul Albert Gariépy & Raoul Gariépy, hotel keepers, of Berthierville, Insolvents ;  
and

Hudon & Orsali, wholesale grocers, of Montreal, Petitioners.

Notice is hereby given that the said insolvents have, this day, made a judicial assignment of all their property for the benefit of their creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Joliette, at Joliette, said district.

P. J. CHARTRAND,  
Sub-provisional guardian.

Office of Chartrand & Turgeon,  
55, Saint François Xavier, Montréal.  
Joliette, 15th April, 1910. 1972

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court*  
No. 90.

In the matter of A. Lévesque, of Montreal, district of Montreal, Insolvent.  
Notice is hereby given that, on the 19th April instant, I was appointed curator to the property of the said insolvent.

All persons having claims against the said insolvent, are requested to file them, duly attested on oath, within thirty days from this date.

WILLIAM T. HOOD,  
Curator.

50, Notre-Dame street West, Montreal.  
Montreal, 20th April, 1910. 1982

*Superior court.—District of Kamouraska.*

In the matter of Louis Arthur Dionne, of Saint Denis de Kamouraska, Insolvent ;  
and

Wm. McLimont & Son,  
Petitioner for assignment.

Notice is given that on the fourteenth of the

d'avril, le soussigné, P. Langlais, notaire, a été nommé par une ordonnance de la dite cour, curateur aux biens du failli, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cette date.

P. LANGLAIS,  
Curateur.  
1943

Fraserville, P. Q., 18 avril 1910.

*District de Québec.*

Gerardus Côté, de Québec, épicier, a le 15 avril 1910, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,  
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie du Richelieu.  
Québec, 21 avril 1910. 1999

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re J. O. Normand & Cie, marchands de provisions, de Montréal, Faillis.*  
Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le et après le 10e jour de mai 1910.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curateur.

N° 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.  
Montréal, 21 avril 1910. 2017

Province de Québec, }  
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
*In re Ernest Comtois, Trois-Rivières, P. Q., Insolvable.*

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera ouvert à objection jusqu'au 9 mai 1910, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

V. LAMARRE,  
Curateur.

Bureau : 408 : Edifice "Power".  
Montréal, 21 avril 1910. 2013

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re Gédéon Forest, hôtelier, de Montréal, Insolvable.*

Avis est par les présentes donné que, par un ordre de la cour supérieure, en date du 21 avril 1910, j'ai été nommé curateur aux biens du sus-nommé, qui a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être filées entre mes mains dans les trente jours qui suivent le présent avis.

P. L. TURGEON,  
Curateur.

55, Saint-François-Xavier, Montréal. 2015

*District de Québec.*

*Re Arthur Turcotte, épicier, Québec, Insolvable.*

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 18 avril 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 21 avril 1910. 2001

present month of April, the undersigned, P. Langlais, notary, was appointed curator, by an order of the court, to the property of the insolvent, who made an abandonment of same for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this date.

P. LANGLAIS,  
Curator.  
1944

Fraserville, P. Q., 18th April, 1910.

*District of Quebec.*

Gerardus Côté, of Quebec, grocer, has, on the 15th of April, 1910, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

V. E. PARADIS,  
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 21st April, 1910. 2000

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re J. O. Normand & Cie, provision merchants, of Montreal, Insolvents.*

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet is prepared and will be payable at my office, on and after the 10th day of May, 1910.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curator.

60, Notre-Dame street East, Montreal.  
Montreal, 21st April, 1910. 2018

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
*In re Ernest Comtois, Three-Rivers, P. Q., Insolvent.*

A first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 9th May, 1910, and after which date the dividends will be payable at my office.

V. LAMARRE,  
Curator.

Office : 408, "Power" Building.  
Montreal, 21st April, 1910. 2014

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re Gedeon Forest, hotelkeeper, of Montreal, Insolvent.*

Notice is hereby given that, by an order of the superior court, dated the 21st April, 1910, I have been appointed curator to the estate of the above named, who has made a judicial assignment of this property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days of the present notice.

P. L. TURGEON,  
Curator.

55, Saint François-Xavier, Montreal. 2016

*District of Quebec.*

*Re Arthur Turcotte, grocer, Québec, Insolvent.*

In virtue of an order of the court, dated 18th April, 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 21st April, 1910. 2002

Province de Québec, }  
 District des Trois-Rivières, } *Cour Supérieure*  
*In re J. O. Prince, de Sainte-Angèle de Laval.*  
 Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé et sera payable à mon bureau, le ou après le 7e jour de mai 1910.  
 Toute opposition au dit dividende devra être déposée devant moi avant la date sus-mentionnée.  
 A. TURCOTTE,  
 Liquidateur.

Bureau de Kent & Turcotte,  
 97, rue Saint-Jacques, Montréal. 1887

District de Gaspé, }  
 Comté de Bonaventure, } *Cour Supérieure.*  
*In re La compagnie industrielle et commerciale,*  
 "La Nationale", Insolvable.  
 Un premier dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 9 mai 1910, après laquelle date le dividende sera payable bureau de John Hall Kelley, avocat, New-Carlisle.

BENJAMIN ESSIAMBRE,  
 Curateur.  
 Saint-Godfroy, 20 avril 1910. 1991

Province de Québec, }  
 District de Richelieu, } *Cour Supérieure.*  
 Avis est donné que le 15 avril 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de Isidore Tanguay, ci-devant de Sainte-Anne de Sorel, et maintenant de la ville de Berthier, dans le district de Joliette.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau, sous 30 jours.

L. D. DE GRANPRE,  
 Curateur.

94a, rue Roi, Sorel, P. Q.  
 Sorel, 20 avril 1910. 2007

*District de Saint-François.*

Re S. E. Adam, marchand, d'Israéli,  
 Insolvable.  
 Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 9 mai 1910, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,  
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie Richelieu.  
 Québec, 21 avril 1910. 2005

*District de Rimouski.*

Re Joseph Pineau, marchand, Sayabec,  
 Insolvable.  
 Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 9 mai 1910, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,  
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie Richelieu.  
 Québec, 21 avril 1910. 2003

*District de Kamouraska.*

Joseph A. Moreau, de Saint-Louis de Ha ! Ha !, marchand, a, le 15 avril 1910, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Kamouraska, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,  
 Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie Richelieu.  
 Québec, 21 avril 1910. 1997

Province of Quebec, }  
 District of Three Rivers, } *Superior Court.*  
*In re J. O. Prince, of Saint Angèle de Laval.*  
 A first and final dividend has been prepared and will be payable at my office, on or after the 7th day of May, 1910.  
 Any contestation of such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.  
 A. TURCOTTE,  
 Curator.

Office of Kent & Turcotte,  
 97, Saint James street, Montreal. 1889

District of Gaspé, }  
 County of Bonaventure, } *Superior Court.*  
*In re La compagnie industrielle et commerciale*  
 "La Nationale", Insolvent.  
 A first dividend sheet has been prepared in this matter and will be subject to objection up till the 9th day of May next, after which date the dividend will be payable at the office of John Hall Kelly, advocate, New Carlisle.

BENJAMIN ESSIAMBRE,  
 Curator.  
 Saint Godfroy, 20th April, 1910. 1992

Province of Quebec, }  
 District of Richelieu, } *Superior Court.*  
 Notice is hereby given that, on the 15th April, 1910, I have been appointed curator to the property of Isidore Tanguay, previously of Sainte Anne de Sorel, and now residing in Berthierville, district of Joliette.

Claims duly attested must be filed at my office, within 30 days.

L. D. DE GRANPRE,  
 Curator.

94a, King street, Sorel, P. Q.  
 Sorel, 20th April, 1910. 2008

*District of Saint-François.*

Re S. E. Adam, marchand, d'Israéli,  
 Insolvent.  
 A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 9th May, 1910, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,  
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
 Quebec, 21st April, 1910. 2006

*District of Rimouski.*

Re Joseph Pineau, merchant, Sayabec,  
 Insolvent.  
 A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 9th of May, 1910, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,  
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
 Quebec, 21st April, 1910. 2004

*District of Kamouraska.*

Joseph A. Moreau, of Saint Louis de Ha ! Ha !, merchant, has, on the 15th of April, 1910, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Kamouraska, according to law.

V. E. PARADIS,  
 Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,  
 Richelieu & Ont. Nav. Building. Co.  
 Quebec, 21st April, 1910. 1998

Province de Québec, }  
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*  
 No. 84.

*In re* Dionis Milot, propriétaire de moulin, Saint-Sévère, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le susdit a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 16 courant, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Trois-Rivières.

Une assemblée des créanciers du dit insolvable aura lieu au palais de justice de Trois-Rivières, vendredi, le vingt-neuf avril 1910, à 10 heures a.m., dans le but de nommer un curateur à ses biens.

S. DUGAL,  
 Gardien provisoire.

Bureau de S. Dugal, 136, rue Notre-Dame.  
 Trois-Rivières, 21 mars 1910. 2019

### Ordre de Cour

Province de Québec, }  
 District de Saint-François. } *Cour de Circuit.*  
 Le 9ième jour d'avril 1910.

F. A. Kennedy, Demandeur ;

vs

G. N. Pearce, Défendeur ;

et

T. P. Streeter *et al.*, ès-qual., Tiers-saisis.

Sur ordre de l'honorable juge M. Hutchinson, donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité du dit George B. Pearce, de la cité de Springfield, dans l'état du Massachusetts, un des états unis d'Amérique, défendeur, les créanciers du dit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du greffier de la cour pour ce district, à Sherbrooke, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la "Gazette Officielle de Québec," conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

G. L. DE LOTTINVILLE,  
 Greffier de la cour de circuit.  
 1861-2

### Licitation

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Hull, dans le district d'Ottawa, le 15 mars 1910, dans une cause dans laquelle Oswald Chaput, courtier, des cité et district de Montréal, est Demandeur ; et Dame Laura Ouimet, épouse commune en biens de Charles Chalifoux, ce dernier partie aux présentes tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, tous les deux de Labelle, district d'Ottawa ; Dame Mary Ouimet, épouse commune en biens de Auguste Saint Pierre, de dernier partie aux présentes tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, tous deux des cité et district de Montréal ; Dame Corinne Ouimet, épouse commune en biens de Damase Marier, ce dernier partie aux présentes tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, tous deux des cité et district de Montréal ; Dame Angéline Ouimet, épouse commune en biens de Auguste Bélanger, ce dernier partie aux présentes tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, tous deux de Labelle, district d'Ottawa ; Anthyme Ouimet et Magloire Ouimet, tous deux des cité et district de Montréal, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles dési-

Province of Quebec, }  
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
 No. 84.

*In re* Dionis Milot, mill-owner, Saint Sévère, Insolvent.

Notice is hereby given that the aforesaid has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, on the 16th instant, at the office of the prothonotary of the superior court, at Three Rivers.

A meeting of the creditors of the said insolvent will take place at the court house of Three Rivers, on Friday, the twenty ninth of April, 1910, at ten o'clock a. m., for the purpose of appointing a curator to his property.

S. DUGAL,  
 Provisional guardian

Office of S. Dugal, 136, Notre Dame, street.  
 Three Rivers, 21st March, 1910. 2020

### Order of the Court

Province of Quebec, }  
 District of Saint Francis. } *Circuit Court.*  
 The 9th day of April, 1910.

F. A. Kennedy, Plaintiff ;

vs

G. N. Pearce, Defendant ;

and

T. P. Streeter *et al.*, *es qual.*, Garnishees.

Upon order of Honorable judge Hutchinson, given this day, and seeing the allegation of the insolvency of the said George B. Pearce, of the city of Springfield, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, defendant, the creditors of the said defendant who have not yet filed their claims are now called on to file same in this cause, at the office of the clerk of the circuit court of this district, at Sherbrooke, within fifteen days of the date of the first insertion of the present notice, in the "Quebec Official Gazette," in accordance with articles 673 and 674 of the code of civil procedure.

G. L. DE LOTTINVILLE,  
 Clerk of the circuit court.  
 1862

### Licitation

Notice is hereby given that, in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Hull, in the district of Ottawa, on the 15th March, 1910, in a cause in which Oswald Chaput, broker, of the city and district of Montreal, is Plaintiff ; and Dame Laura Ouimet, wife common as to property of Charles Chalifoux, the latter for the purposes hereof both in his own name and for the purpose of authorizing his said wife, both of Labelle, district of Ottawa ; Dame Mary Ouimet, wife common as to property of Auguste Saint-Pierre, the latter for the purposes hereof, both in his own name and to authorize his said wife, both of the city and district of Montreal ; Dame Corinne Ouimet, wife common as to property of Damase Marier, the latter for the purposes hereof, both in his own name and to authorize his said wife, both of the city and district of Montreal ; Dame Angéline Ouimet, wife common as to property of Auguste Bélanger, the latter for the purposes hereof both in his own name and to authorize his said wife, both of the city and district of Montreal ; Dame Rosa Ouimet, wife common as to property of Félix Chalifoux, the latter for the purposes hereof, both in his own name and to authorize his said wife, both of Labelle, district of Ottawa ; Anthyme Ouimet and Magloire Ouimet, both of the city and district of Montreal, are Defendants, ordering the licitation of certain

gnés comme suit savoir : Le lot numéro six du rang est de la rivière du canton Marchand.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-HUITIÈME jour de MAI 1910, à DIX heures de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Hull, ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

WILFRID BESSETTE,  
Procureur du demandeur.

Hull, 7 avril 1910. 1891-2  
[Première publication, 16 avril 1910]

### Ventes par le Shérif—Arthabaska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Comté de Bagot.

Arthabaska, à savoir : { LOUIS O. DESLANDES, No 234. } Demandeur ; vs CANADIAN PULPWOOD CO., Défendeur, et Abraham Beaulac et al, tiers saisis.

Comme appartenant à Abraham Beaulac :

1° Un morceau de terre contenant 72 pieds de front sur cent pieds de profondeur, faisant partie du lot numéro quatorze, du dixième rang du canton de Durham ; borné en front par le chemin public, en arrière et au nord-ouest par F. Préfontaine, et partie par le terrain ci-après décrit—avec un hôtel et autres bâtisses y érigées. Lequel terrain est maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Durham, sous le numéro neuf cent vingt-cinq (No 925.)

2° Une lisière de terrain de quinze pieds et neuf pouces de largeur sur toute la largeur du lot numéro 926, du cadastre officiel du canton de Durham dont elle est détachée et dont la partie nord-ouest du dit lot est contigue au terrain ci-haut décrit ; borné au sud-est par A. Lalonde, au nord-ouest par le lot numéro 925, au sud ouest par F. Préfontaine, au nord-est par le chemin public—avec les bâtisses y érigées.

3° Un morceau de terre de la contenance de 50 pieds de large sur 95 pieds de profondeur ; bornant partie du lot cadastral numéro neuf cent seize (No 916), du canton de Durham, étant la prolongation du lot No 925. Le terrain comprenant dix pieds de profondeur sur icelle largeur vendue à feu Pierre Roy et sur lequel ce dernier avait bâti ses écuries ; borné le dit terrain au nord-est par le lot No 925, au sud-est partie par le terrain ci-haut en second lieu décrit, partie par F. Préfontaine, sur les autres côtés par F. Préfontaine—avec écurie y érigée.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Fulgence de Durham, le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI prochain 1910, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT

Bureau du shérif, Shérif  
Arthabaska, 18 avril 1910. 1929  
[Première publication, 23 avril 1910.]

immoveables designated as follows, to wit : Lot number six of the east range of the river of the township Marchand.

The property above described will be sold at auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTY EIGHTH day of MAY, 1910, at TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in the audience room of the court house of Hull ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the protonotary of said court ; and all oppositions to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as above for the sale and adjudication ; and all oppositions for payment shall be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

WILFRID BESSETTE,  
Attorney for plain tiff.

Hull, 7th April, 1910. 18 92  
[First published, 16th April, 1910.]

### Sheriff's Sales—Arthabaska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Bagot.

Arthabaska, to wit : } LOUIS O. DESLANDES, No. 234. } Plaintiff ; vs " THE CANADIAN PULPWOOD CO ", Defendant, and Abraham Beaulac et al garnishees.

As belonging to Abraham Beaulac :

1. A piece of land containing 72 feet in front by one hundred feet in depth, being part of lot No. fourteen, in the tenth range of the township of Durham ; bounded in front by the highway, in the rear and the north westerly by F. Préfontaine, and partly by the piece of land hereafter described—with an hotel and other buildings thereon erected. Which piece of land is now known and described on the official plan and book of reference for the township of Durham, under number nine hundred and twenty five (No. 925).

2. A border of land of fifteen feet and nine inches in width by the whole length of lot number 926, of official cadastre for the township of Durham from which the same is detached and the north west part of which a contiguous to the immoveable hereinabove described ; bounded south easterly by A. Lalonde, north westerly by lot number 925, south westerly by F. Préfontaine, and north easterly by the public road—with the buildings thereon erected.

3. A piece of land measuring 50 feet in width by 95 feet in depth ; adjoining part of cadastral lot number nine hundred and sixteen (No. 96), in the township of Durham, being the prolongation of lot No. 925. Said piece of land comprising ten feet in depth by herein said width sold to the late Peter Roy and on which were built his stables ; bounded north easterly by lot No. 925, south easterly partly by the immoveable hereinabove secondly described, partly by F. Préfontaine, on the other sides by F. Préfontaine—with stable thereon erected.

To be sold in block at the parochical church door of Saint Fulgence of Durham, on the TWENTY FIFTH day of MAY next, 1910, at ELEVEN o'clock in the forenoon

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Shérif  
Arthabaska, 18th April, 1910. 1930  
[First published, 23rd April 1910.]

**ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—Comté de Drummond.*

Arthabaska, à savoir : } **G E O R G E A M E D É**  
 No 913. } **D U C L O S**, banquier,  
 Demandeur ; contre **F E L I X C O R M I E R**, écr., N. P., Défendeur.

1° Une terre étant la moitié nord-ouest du lot No six, du huitième rang du canton de Wickham, maintenant connue comme étant la moitié nord-ouest du numéro quatre cent deux (402), du cadastre officiel pour le dit canton, contenant cent acres, plus ou moins.

2° Le lot numéro vingt-un, du neuvième rang du canton de Wickham, maintenant le numéro quatre cent soixante-six (466), du cadastre officiel pour le dit canton, contenant deux cents acres en superficie, plus ou moins.

3° Le lot numéro vingt, du dixième rang du canton de Wickham, maintenant le numéro six cent vingt-trois (623), du cadastre officiel pour le dit canton, contenant deux cents acres, plus ou moins.

4 Le lot numéro vingt-un, du dixième rang du canton de Wickham, maintenant le numéro six cent vingt-quatre (624), du cadastre officiel pour le dit canton, contenant deux cents acres, plus ou moins.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean de Wickham, le TROISIEME jour de MAI prochain, 1910, à UNE heure de l'après midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif,  
 Arthabaska, 30 mars 1910. 1695-2  
 [Première publication, 2 avril 1910.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—Comté de Drummond.*

Arthabaska, à savoir : } **G E O R G E A M E D É**  
 No 914. } **D U C L O S**, banquier,  
 Demandeur ; contre **F E L I X C O R M I E R**, écr., N. P., Défendeur.

1° Un immeuble, le quart nord-ouest du lot numéro vingt-quatre, dans le onzième rang du canton de Wickham, étant le numéro six cent quarante-cinq (645), du cadastre officiel du dit canton, mesurant deux arpents et quart de largeur, plus ou moins, sur la longueur des lots—circonstances et dépendances.

2° Une terre étant la partie sud-est du lot numéro vingt-cinq, dans le onzième rang du canton de Wickham, connue comme la partie sud-est du numéro six cent quarante-quatre (644), du cadastre officiel pour le dit canton, contenant trois quarts d'arpent de largeur sur la profondeur des lots—avec dépendances.

3° La partie des trois quarts sud est du lot numéro vingt-trois, dans le onzième rang du canton de Wickham, contenant cent cinquante acres en superficie, plus ou moins, étant le numéro six cent cinquante (650), du cadastre officiel du dit canton—avec maison, grange et autres dépendances y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean de Wickham, le TROISIEME jour de MAI prochain, 1910, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif,  
 Arthabaska, 30 mars 1910. 1693-2  
 [Première publication, 2 avril 1910.]

Ventes par le Shérif—Beauce

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Circuit Court.—County of Drummond.*

Arthabaska, to wit : } **G E O R G E A M E D É**  
 No. 913. } **D U C L O S**, banker, Plaintiff ;  
 against **F E L I X C O R M I E R**, esq., N. P., Defendant.

1. A piece of land being the north west half of lot number six, in the eighth range of the township of Wickham, now known as being the north west half of a number four hundred and two (402), of official cadastre for said township, containing one hundred acres, more or less.

2. Lot number twenty one, in the ninth range of the township of Wickham, now number four hundred and sixty six (466), of official cadastre for said township, containing two hundred acres in superficies, more or less.

3 Lot number twenty, in the tenth range of the township of Wickham, now number six hundred and twenty three (623), of official cadastre for the said township, containing two hundred acres, more or less.

4. Lot number twenty one, in the tenth range of the township of Wickham, now number six hundred and twenty four (624), of official cadastre for said township, containing two hundred acres, more or less.

To be sold at the parochial church door of Saint Jean of Wickham, on the THIRD day of MAY next, 1910, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff,  
 Arthabaska, 30th March, 1910. 1696  
 [First published, 2nd April, 1910]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Circuit Court.—County of Drummond.*

Arthabaska, to wit : } **G E O R G E A M E D É**  
 No. 914. } **D U C L O S**, banker,  
 Plaintiff ; against **F E L I X C O R M I E R**, esq., N. P., Defendant.

1. A piece of land, the north west quarter of lot number twenty four, in the eleventh range of the township of Wickham, being number six hundred and forty five (645), of official cadastre for said township, measuring two and a quarter arpents in width, more or less, by the depth of the lots—circumstances and dependencies.

2. A piece of land being the south east part of lot number twenty five, in the eleventh range of the township of Wickham, known as the south east part of lot number six hundred and forty four (644), of official cadastre for said township, containing three quarters of an arpent in width by the depth of the lots—with dependencies.

3. The south east three quarters part of lot number twenty three, in the eleventh range of the township of Wickham, containing one hundred and fifty acres in superficies, more or less, being lot number six hundred and fifty (650), of official cadastre for said township—with a house, barn and other dependencies thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Jean of Wickham, on the THIRD day of MAY next, 1910 at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff,  
 Arthabaska, 30th March, 1910. 1694  
 [First published, 2nd April, 1910.]

Sheriff's Sales—Beauce

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } **M**ARGARET CAHILL et  
No 373. } **M**IR. Demanderesse ; contre  
ELZEAR BOLDUIC, Défendeur.

1° Un demi arpent de front sur environ 28 arpents de profondeur, côté nord-est du lot sept cent trente-huit A (738 A), du cadastre pour la paroisse de Saint-Georges—circonstances et dépendances.

2° La moitié sud-ouest du lot numéro sept cent trente-huit (738), du cadastre pour la paroisse de Saint-Georges—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI prochain, 1910, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Joseph, Beauce, 19 avril 1910. 1951  
[Première publication, 23 avril 1910.]

## Ventes par le Shérif—Chicoutimi

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

## MANDAT DE CURATEUR.

Province de Québec, } **I**N RE J. EUGENE  
District de Chicoutimi, } **J**ALBERT, failli, et  
No 2518. } **V.** E. PARADIS, curateur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Félicien, mesurant trois acres de front sur vingt-cinq acres, plus ou moins, de profondeur, comprenant les trois quarts nord-ouest du lot de terre numéro quarante-sept (47), du cinquième rang, de la subdivision primitive du canton Ashuapmouchouan, maintenant connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Ashuapmouchouan, comme étant le lot numéro quarante-sept B, du cinquième rang du dit canton—avec toutes ses appartenances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félicien, le VINGT-CINQUIEME jour du mois de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.  
Chicoutimi, 21 avril 1910. 1983  
[Première publication, 23 avril 1910].

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—Quebec.*

Chicoutimi, à savoir : } **L**E CREDIT FONCIER  
No 44. } **L**FRANCO CANADIEN,  
Demandeur ; contre JOSEPH GRENIER, du Lac  
Bouchette, Défendeur.

1° Une terre de deux arpents et un quart de largeur sur quatorze arpents, plus ou moins de profondeur, comprenant la juste moitié sud du lot de terre numéro trente et un (31), du sixième rang du canton Dablon ; bornée par le front à l'ouest au Lac Bouchette, par la profondeur au cinquième rang ; tenant du côté sud à Joseph Dumais, et du côté nord à Théophile Lavoie—avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

2° Une terre mesurant quatre arpents et quatre perches de front plus ou moins, sur la profondeur de vingt-huit arpents, comprenant la partie nord du lot de terre numéro trente-deux du cinquième rang du canton Dablon ; bornée par le front au sixième rang, par l'autre bout au quinzième rang du canton Dequen ; tenant du côté nord à David Bouchard, et du côté sud à Pascal Dumais, fils, possédant les deux arpents sud du même lot—appartenances et dépendances.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } **M**ARGARET CAHILL et  
No. 373. } **M**IR, Plaintiff ; against  
ELZEAR BOLDUIC, Defendant.

1. A half arpent in front by about 28 arpents in depth, north-east side of lot seven hundred and thirty eight A (738A) of the cadastre for the parish of Saint George—circumstances and dependencies.

2. The south-west half of lot number seven hundred and thirty eight (738), of the cadastre for the parish of Saint George—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint George, on the TWENTY-FIFTH day of MAY next, 1910, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Shérif.  
Saint Joseph, Beauce, 19th April, 1910. 1952  
[First published, 23rd April, 1910.]

## Sheriff's Sales—Chicoutimi

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

## CURATOR'S WARRANT.

Province of Québec, } **I**N RE J. EUGENE JAL-  
District of Chicoutimi, } **B**ERT, insolvent, and  
No. 2518. } **V.** E. PARADIS, curator.

A land situate in the parish of Saint Felicien, measuring three acres in front by twenty five acres, more or less, in depth, comprising the north west three quarters of the lot of land number forty seven (47), of the fifth range of the primitive subdivision of the township Ashuapmouchouan, now known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the township Ashuapmouchouan, as being lot number forty seven B, of the fifth range of the said township—with all its appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Felicien, on the TWENTY FIFTH day of the month of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office, Shérif.  
Chicoutimi, 21 April, 1910. 1948  
[First published, 23rd April, 1910.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—Quebec.*

Chicoutimi, to wit : } **L**E CREDIT FONCIER  
No. 44. } **L**FRANCO-CANADIEN,  
Plaintiff ; against JOSEPH GRENIER, of Lac  
Bouchette, Defendant.

1. A farm of two arpents and a quarter in width by fourteen arpents, more or less in depth, comprising the exact south half of the lot of land number thirty one (31), of the sixth range of the township Dablon ; bounded in front to the west by Lake Bouchette, in depth by the fifth range, on the south side by Joseph Dumais, and on the north side by Théophile Lavoie— with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

2. A farm measuring four arpents and four perches in front, more or less, by the depth of twenty eight arpents, comprising the north part of land number thirty two of the fifth range of the township Dablon ; bounded in front by the sixth range, on the other end by the fifteenth range of the township Dequen, on the north side by David Bouchard, and on the south side by Pascal Dumais, junior, owning the two south arpents of the same lot—appurtenances and dependencies.

Pour être vendus en un seul et même lot, à la porte de l'église de la paroisse du Lac Bouchette, le TROISIEME jour de MAI prochain, à UNE heure de l'après-midi.

EDM. SAVARD, Shérif.  
Bureau du shérif, Chicoutimi, 24 mars 1910. 1639-2  
[Première publication, 2 avril 1910.]

To be sold in and as one lot, at the church door of the parish of Lac Bouchette, on the THIRD day of MAY next, at ONE o'clock in the afternoon.

EDM. SAVARD, Sheriff.  
Sheriff's Office, Chicoutimi, 24th March, 1910. 1640  
[First published, 2nd April, 1910.]

### Ventes par le Shérif—Joliette

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Joliette.*

Joliette, à savoir : } CHARLES CREPEAU ET  
No 4675. } CHAL Demandeurs ; contre  
DAMASE ROY, Défendeur, et aussi contre LES  
HERITIERS de feu Jos. Roy, Défendeurs.

Les immeubles portant les Nos du cadastre 7a et 7b, du cinquième rang de la paroisse de Saint-Calixte de Kilkenny, ainsi que le No 17a, du quatrième rang de la dite paroisse—avec maison et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Calixte de Kilkenny, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD, Shérif.  
Bureau du Shérif, Joliette, 18 avril 1910. 1961  
[Première publication, 23 avril 1910.]

### Sheriff's Sales—Joliette

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Joliette.*

Joliette, to wit : } CHARLES CREPEAU ET AL,  
No. 4675. } Plaintiffs ; against DAMASE  
ROY, Defendant, and also against THE HEIRS  
of the late Jos. Roy, Defendants.

The immovables bearing the cadastral Nos. 7a and 7b, of the fifth range of the parish of Saint Calixte de Kilkenny, and also No. 17a, of the fourth range of the said parish—with house and dependancies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Calixte de Kilkenny, on the TWENTY FIFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD, Sheriff.  
Sheriff's office, Joliette, 18th April, 1910. 1962  
[First published, 23rd April, 1910]

### Ventes par le Shérif—Kamouraska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Kamouraska.*

Fraserville, à savoir : } GEORGES BÉRUBÉ,  
No 4404. } Rentier et capitaliste,  
de la paroisse de Notre-Dame-du-Lac, Demandeur ;  
contre ROMUALD SOUCY, ci-devant de la paroisse de Sainte-Rose-du-Dégelé, et actuellement à Sanford, Maine, dans les états unis d'Amérique, Défendeur.

Une terre située sur le premier rang de Sainte-Rose-du-Dégelé, contenant trois arpents de front sur trente arpents de profondeur ; bornée au nord-ouest à Paschal Dumont, au sud-est à François Lévesque, au sud-ouest aux terres du deuxième rang, au nord-est à la rivière Madawaska, faisant partie sud du numéro soixante-six (No p. 66), du cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Rose-du-Dégelé—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Sainte-Rose-du-Dégelé, le SIXIEME jour de MAI 1910, à UNE heure de l'après-midi.

P. EUG. MARTIN, Shérif.  
Bureau du shérif, Fraserville, 30 mars 1910. 1681-2  
[Première publication, 2 avril 1910.]

### Sheriff's Sales—Kamouraska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Kamouraska.*

Fraserville, to wit : } GEORGES BERUBÉ, ren-  
No. 4404. } tier and capitalist, of the  
parish of Notre-Dame du Lac, Plaintiff ; against  
ROMUALD SOUCY, heretofore of the parish of  
Sainte Rose du Dégelé, and now of Sanford, Maine,  
in the united states of America, Defendant.

A farm situate in the first range of Sainte Rose du Dégelé, containing three arpents in front by thirty arpents in depth ; bounded on the north west by Paschal Dumont, on the south east by François Lévesque, on the south west by the lands of the second range, on the north east by the Madawaska River, forming the south part of number sixty six (No. pt. 66), of the official cadastre of said parish of Sainte Rose du Dégelé—with buildings thereon erected, circumstances and dependancies.

To be sold at the church door of Sainte Rose du Dégelé, on the SIXTH day of MAY, 1910, at ONE o'clock in the afternoon.

P. EUG. MARTIN, Sheriff.  
Sheriff's office, Fraserville, 30th March, 1910. 1682  
[First published, 2nd April, 1910.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Kamouraska.*  
Fraserville, à savoir : } **LA BANQUE NATIO-**  
No 4205. } **NALE**, corps politique  
et incorporé, ayant son principal siège d'affaires  
dans la cité de Québec, avec succursale dans la ville  
de Fraserville, à Rivière-du-Loup Station, Deman-  
deresse ; contre **JOSEPH DUVAL**, de la paroisse  
de Saint-Antonin, Défendeur.

Un circuit de terre étant au cadastre du comté de  
Témiscouata, pour la paroisse de Saint-Antonin,  
partie du lot (p. 289), deux cent quatre-vingt-neuf et  
le lot No (291) deux cent quatre-vingt-onze—avec  
une bâtisse dessus construite, la partie du lot No  
291 est bornée au nord au chemin public, au sud à  
l'Étang de Rivière Fourchue, au nord-est à un  
chemin privé, et à l'ouest au lot No 291, et à la ligne  
limitative entre les dites deux paroisses, formant tout  
ce que le dit défendeur possède sur ce lot et qu'il a  
acquis de Théophile Soucy, par acte du 25 juillet  
1896, devant C. P. Beaulieu, notaire, les lots Nos  
(931 et 932) neuf cent trente-un et neuf trente-  
deux, du cadastre de Saint-Alexandre de Kamou-  
raska, partie du lot No (p. 652) six cent cinquante-  
deux du cadastre de Saint-Alexandre de Kamou-  
raska, mesurant environ cent pieds en superficie et  
sur laquelle est bâtie une partie de la maison du  
dit défendeur, la partie sud-ouest du lot cadastral  
No (p. 933) neuf cent trente-trois des mêmes cadas-  
tre et paroisse de Saint-Alexandre, mesurant un  
arpent et trois quarts de large ; bornée au nord-est  
à Edmond Duval.

Les lots No p. 289, No 291 et No p. 652, pour  
être vendus en un seul lot, à la porte de l'église de  
Saint-Antonin, le TROISIEME jour de MAI 1910,  
à DIX heures de l'avant-midi ; et les lots Nos 931,  
932 et p. 933, pour être vendus en un seul lot, à la  
porte de l'église de Saint-Alexandre, le QUATRIEME  
jour de MAI 1910, à ONZE heures de  
l'avant-midi.

P. EUG. MARTIN,  
Shérif.

Bureau du shérif, 1683-2  
Fraserville, 30 mars 1910.  
[Première publication, 2 avril 1910.]

**Ventes par le Shérif—Montréal**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les  
TERRES et HERITAGES sous-mentionnés  
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux  
respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—District de Montreal.*  
Montréal, à savoir : } **DELLE PERPETUE GI-**  
No 5221. } **GUERE**, fille majeure et  
usant de ses droits, de Montréal, Demanderesse ;  
contre les terres et tenements de **ALBERT JETTÉ**,  
de Montréal, Défendeur.

Un dix-huitième (1/18) indivis d'un terrain—avec  
bâtisses y érigées, situé dans le quartier Lafontaine,  
de la cité de Montréal ; borné en front par la rue  
Beaudry, connu et désigné aux plan et livre de  
renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, sous les  
numéros onze cent trente-six et onze cent trente-  
sept (1136 et 1137), les dits numéros formant une  
seule et même exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de  
Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de MAI pro-  
chain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,  
Shérif.

Bureau du shérif, 1979  
Montréal, 20 avril 1910.  
[Première publication, 23 avril 1910.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Kamouraska.*  
Fraserville, to wit : } **LA BANQUE NATIO-**  
No. 4205. } **NALE**, a body politic  
and corporate, having its chief place of business in  
the city of Quebec, with a branch in the town of  
Fraserville, at Rivière du Loup Station, Plaintiff ;  
against **JOSEPH DUVAL**, of the parish of Saint  
Antonin, Defendant.

A circuit of land being on the cadastre of the  
county of Temiscouata, for the parish of Saint An-  
tonin, part of lot number two hundred and eighty  
nine (p. 289) and lot number two hundred and  
ninety one (291)—with a building thereon erected ;  
the part of the said No. 291 is bounded on the  
north by the public road, on the south by the Etang  
de Rivière Fourchue, on the north east by a private  
road, and on the west by lot No. 291, and by the  
boundary line between the said two parishes, form-  
ing all that the said defendan owns of such lot and  
which he acquired from Théophile Soucy, by deed  
of the 25th July, 1896, before C. P. Beaulieu, no-  
tary ; the lots Nos. (931 and 932) nine hundred and  
thirty one and nine hundred and thirty two, of the  
cadastre of Saint Alexandre de Kamouraska, part  
of lot number six hundred and fifty two (p. 652), of  
the cadastre of Saint Alexandre de Kamouraska,  
measuring about one hundred feet in superficies and  
on which is built a part of the house of the said de-  
fendant ; the south west part of cadastral lot num-  
ber nine hundred and thirty three (p. 933), of the  
same cadastre and parish of Saint Alexandre, meas-  
uring one arpent and three quarters in width ;  
bounded on the north east by Edmond Duval.

Lots No. p. 289, No 291 and No. p. 652, to be  
sold as one lot at the church door of Saint Antonin,  
on the THIRD day of MAY, 1910, at TEN o'clock  
in the forenoon ; and lots Nos. 931, 932 and p. 933,  
to be sold in one lot, at the church door of Saint  
Alexandre, on the FOURTH day of MAY, 1910, at  
ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. EUG. MARTIN,  
Sheriff.

Sheriff's office, 1684  
Fraserville, 30th March, 1910.  
[First published, 2nd April, 1910.]

**Sheriff's Sales—Montreal**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the an-  
dermentioned LANDS and TENEMENTS  
have been seized, and will be sold at the respective  
time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court.—District of Montreal.*  
Montreal, to wit : } **MISS PERPETUE GI-**  
No. 5221. } **GUERE**, spinster in  
the exercise of her rights, of Montreal, Plaintiff ;  
against the lands and tenements of **ALBERT**  
**JETTÉ**, of Montreal, Defendant.

An undivided eighteenth (1/18) of a land—with  
buildings erected thereon, situate in Lafontaine  
ward, of the city of Montreal ; bounded in front by  
Beaudry street, known and designated on the  
official plan and book of reference of Saint James  
ward, under the numbers eleven hundred and  
thirty six and eleven hundred and thirty seven  
(1136 and 1137), the said numbers forming one and  
the same plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the TWENTY-SIXTH day of MAY next, at  
TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,  
Sheriff.

Sheriff's office, 1980  
Montreal, 20th April, 1910.  
[First published, 23rd April, 1910.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour Supérieure.—District d'Iberville.*

Montréal, à savoir : } **LA BANQUE DE SAINT-**  
No 47. } **JEAN**, corps politique et  
incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans  
la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, mainte-  
nant en liquidation, sous la loi des liquidations,  
agissant aux présentes par Tancrede Bienvenu,  
gérant de banque de la cité et du district de Mont-  
réal, liquidateur dûment autorisé à la dite La Ban-  
que de Saint-Jean, par jugement de la dite cour  
supérieure à Saint-Jean ; contre les terres et tènements  
de PHILIPPE HONORE ROY, avocat et  
Conseil du Roi, ce la ville de Saint-Jean, district  
d'Iberville, contributaire.

Saisi comme appartenant au dit contributaire,  
l'immeuble su vant, savoir :

Un lot de terre connu et désigné aux plan et  
livre de renvoi officiels du cadastre du quartier  
Saint-Jacques, en la dite cité de Montréal, sous la  
subdivision numéro treize, du lot numéro huit cent  
trente-huit, du dit quartier—avec bâtisses dessus  
construites, et portant les numéros civiques 363 et  
365, de la rue Saint-Denis, en la dite cité de Mont-  
réal.

Avis est par le présent donné que la vente de  
l'immeuble ci-dessus qui devait avoir lieu le neuf  
septembre dernier, 1909, aura lieu à mon bureau,  
en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de  
MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Montréal, 20 avril 1910. Shérif. 1993  
[Première publication, 23 avril 1910.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour Supérieure.—District de Montreal.*

Montréal, à savoir : } **FRANCOIS XAVIER**  
No. 3790. } **DUPUIS**, des cité et  
district de Montréal, recorder, Demandeur ; contre  
les terres et tènements de ANTOINE ROBERT,  
du même lieu, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Mont  
Royal, de la cité de Montréal, dans le dit district,  
le dit lot faisant front sur le chemin de la Côte des  
Neiges, et connu et désigné aux plan et livre de  
renvoi officiels du village incorporé de la Côte des  
Neiges, comme le lot officiel numéro onze—avec les  
bâti ses sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de  
Montréal, le SIXIEME jour de MAI prochain, à  
DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Montréal, 30 mars 1910. Shérif. 1679-2  
[Première publication, 2 avril 1910.]

**Ventes par le Shérif—Ottawa**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que  
les TERRES et HERITAGES sous-mention-  
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et  
lieu respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour Supérieure.—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } **LA CORPORATION DE LA**  
No 2536. } **PAROISSE DE NOTRE-**  
**DAME DE BONSECOURS**, dans le district d'Ottawa,  
Demanderesse ; contre V. ALPHONSE  
TAILLEFER, de Montebello, dit district, Défendeur,  
à savoir :

Lot numéro cent soixante et dix-huit (178), des  
plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Notre-  
Dame de Bonsecours, dans le district d'Ottawa—  
avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Iberville.*

Montréal, to wit : } **LA BANQUE DE SAINT-**  
No. 47. } **JEAN**, body politic and  
corporate, having its chief place of business in the  
town of Saint-Johns, district of Iberville, now in  
liquidation, under the liquidation act, acting for  
these presents by Tancrede Bienvenu, bank mana-  
ger, of the city and district of Montreal, liquidator  
duly authorized to the said "La Banque Saint-Jean",  
by judgment of the said superior court of Saint-  
Johns ; against the lands and tenements of PHILIPPE  
HONORE ROY, advocate and King's  
Counsel, of the town of Saint Johns, district of  
Iberville, contributory.

Seized as belonging to said contributory, the fol-  
lowing immoveable, to wit :

A lot of land known and described on the offi-  
cial cadastral plan and book of reference of Saint  
James ward, in the said city of Montreal, under  
subdivision number thirteen, of lot number eight  
hundred and thirty eight, of the said ward—with  
buildings thereon erected and bearing the civic  
numbers 363 and 365, of Saint Denis street, in the  
said city of Montreal.

Notice is hereby given that the sale of the  
aforesaid immoveable which was to have taken place  
on the ninth of September last, 1909, shall take  
place at my office, in the city of Montreal, on the  
TWENTIETH day of MAY next, at TEN o'clock  
in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Montréal, 20th April, 1910. Sheriff. 1994  
[First published, 23rd April, 1910]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Montreal.*

Montréal, to wit : } **FRANCOIS XAVIER DU-**  
No. 3790. } **PUIS**, of the city and  
district of Montreal, Recorder, Plaintiff ; against  
the lands and tenements of ANTOINE ROBERT,  
of the same place, Defendant.

A certain lot of land lying and being in the  
Mount Royal ward, of the city of Montreal, in said  
district, said lot fronting upon the Côte des Neiges  
Road, and known and distinguished upon the  
official plan and book of reference of the incor-  
porated village of Côte des Neiges, as lot official  
number eleven—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the SIXTH day of MAY next, at TEN o'clock  
in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Montréal, 30th March, 1910. Sheriff. 1680  
[First published, 2nd April, 1910]

**Sheriff's Sales—Ottawa**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-  
der mentioned LANDS and TENEMENTS has  
been seized, and will be sold at the respective time  
and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Ottawa.*

Ottawa to wit : } **THE CORPORATION OF THE**  
No 2536. } **PARISH OF NOTRE**  
**DAME DE BONSECOURS** in the district of  
Ottawa, Plaintiff ; against V. ALPHONSE  
TAILLEFER, of Montebello, said district, Defend-  
ant, to wit :

Lot number one hundred and seventy-eight (178)  
of the official plan and book of reference of the  
parish of Notre-Dame de Bonsecours, in the district  
of Ottawa—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the

de la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, à Montebello, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,  
Bureau du shérif, Hull, 20 avril 1910. Shérif, 1975  
[Première publication, 23 avril 1910.]

### Ventes par le Shérif—Pontiac

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Dans la Cour de Circuit à Ville Marie.*

Province de Québec, } LOUIS VALLIQUETTE,  
District de Pontiac, } marchand, du canton de  
No 468. } Fabre, dans les comté et  
district de Pontiac, Demandeur; contre "THE  
PONTIAC MINE AND MILLING COMPANY,"  
corps politique et incorporé, ayant une place d'affaires à Ville Marie, dans le dit district de Pontiac, Défenderesse, à savoir :

Tous les droits de mine, titres et intérêts de la défenderesse en cette cause octroyés à la défenderesse, en vertu d'une licence de mine par le département de la Colonisation, Mines et Pêcheries de la province de Québec, sur le lot cinq, dans le cinquième rang nord du canton de Fabre, dans les comté et district de Pontiac, contenant environ cent acres, plus ou moins, en superficie, en droits de mine, titres et intérêts de la dite défenderesse aussi octroyés à la défenderesse par le gouvernement de la province de Québec, sur le lot numéro six, dans le cinquième rang nord du canton de Fabre, province de Québec et Puissance du Canada, contenant aussi environ cent acres en superficie, plus ou moins de "The Pontiac Mine and Milling Company", corps politique et incorporé, ayant une place d'affaires à Ville Marie, dans les comté et district de Pontiac.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans le village de Ville Marie, dans la deuxième division du comté de Pontiac, le VINGT-SIXIEME jour de MAI 1910, à ONZE heures de l'avant midi.

SIMON McNALLY,

Bureau du shérif, Bryson, 14 avril 1910. Shérif, 1945  
[Première publication, 23 avril 1910.]

### Ventes par le Shérif—St-François

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } ALPHONSE MI-  
No 262. } LETTE, de la  
ville de Windsor Mills, dans le district de Saint-François, commerçant, Demandeur; contre C. J. JONES, de la ville de Windsor Mills, dans le district de Saint-François, Défendeur, et le dit demandeur, demandeur en reprise d'instances, et Henry J. Duffett, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, avocat, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Charles J. Jones, en son vivant de la ville de Windsor Mills, district de Saint-François, cultivateur, défendeur en reprise d'instances.

parish of Notre-Dame de Bonsecours, at Montebello on the TWENTY-SIXTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,  
Sheriff's Office, Hull, 20th April, 1910. Sheriff, 1976  
[First published, 23rd April, 1910]

### Sheriff's Sales—Pontiac

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*In the Circuit Court at Ville Marie.*

Province of Québec, } LOUIS VALLIQUETTE,  
District of Pontiac, } merchant, of the town-  
No. 468. } ship of Fabre, in the county  
and district of Pontiac, Plaintiff; against "THE  
PONTIAC MINE AND MILLING COMPANY,"  
a body politic and corporate, having a place of business at Ville Marie, in the said district of Pontiac, Defendant, to wit :

All the mining rights, titles and interests of the defendant in this case issued to defendant, in virtue of mining license by the department of Colonization, Mines and Fisheries of the province of Québec, on lot five, in the fifth range north of the township of Fabre, in the county and district of Pontiac, containing about one hundred acres, more or less, in superficies, in mining rights, titles and interests of the said defendant also issued to defendant by the government of the province of Québec, on lot number six, in the fifth range north of the township of Fabre, province of Québec and Dominion of Canada, containing also about one hundred acres in superficies, more or less, of the Pontiac Mine and Milling Company, a body politic and corporate, having a place of business at Ville Marie, in the county and district of Pontiac.

To be sold at the registry office, in the village of Ville Marie, in the second division of the county of Pontiac, on the TWENTY SIXTH day of MAY, 1910, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,

Sheriff's office, Bryson, 14th April, 1910. Sheriff, 1946  
[First published, 23rd April, 1910.]

### Sheriff's Sales—St. Francis

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } ALPHONSE MI-  
No. 262. } LETTE, of the town  
of Windsor Mills, in the district of Saint Francis, trader, Plaintiff; against C. J. JONES, of the town of Windsor Mills, in the district of Saint Francis, Defendant, and the said plaintiff, plaintiff "en reprise d'instances," and Henry J. Duffett, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, advocate, in his quality of testamentary executor of the late Charles J. Jones, in his lifetime of the town of Windsor Mills, district of Saint Francis, farmer, defendant, "en reprise d'instances."

Saisi en la possession du dit défendeur en reprise d'instances, en sa qualité susdite, l'immeuble suivant, à savoir :

Une terre située dans le canton de Windsor, dans le comté de Richmond, connue et désignée comme lot numéro sept cent soixante et dix (770), dans le onzième rang, sur les plan et livre de renvoi du cadastre officiel du dit canton de Windsor—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Philippe de Windsor, dans la ville de Windsor Mills, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 18 avril 1910. 1931  
[Première publication, 23 avril 1910.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Cour Supérieure—District de Saint-François.  
Saint-François, à savoir : } DAME LUCIE NA-  
No 492. } DEAU, de la cité  
de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens par contrat de mariage, de Pierre Amédée Maheu, dit district, dûment autorisée à ester en justice, par un juge de la cour supérieure. Demanderesse ; contre PIERRE AME-  
DEE MAHEU, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, actuellement des cité et district de Montréal, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir :

Un morceau de terre situé dans le quartier est de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, formant partie du lot numéro sept cent quatre-vingt-treize (793), des plan et livre de renvoi du cadastre officiels pour le quartier est de la dite cité de Sherbrooke ; borné en front par le chemin Morkill, en arrière par le résidu du dit lot numéro sept cent quatre-vingt-treize (793), appartenant à Frs. X. Salvail, d'un côté par la rue Mount Pleasant, et de l'autre côté par le lot de cadastre numéro sept cent quatre-vingt-douze (792), appartenant à Dame Rose Aimée Maheu, épouse de Frs. X. Salvail—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Sherbrooke, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 18 avril 1910. 1931  
[Première publication, 23 avril 1910.]

Seized in the possession of the said defendant, "en reprise d'instances," in his quality aforesaid, the following immoveable property, to wit :

A farm property situate in the township of Windsor, in the county of Richmond, known and designated as the lot number seven hundred and seventy (770), in the eleventh range, on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Windsor—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint Philippe de Windsor, in the town of Windsor Mills, on the TWENTY SIXTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's office, Shérif.  
Sherbrooke, 18th April, 1910. 1934  
[First published, 23rd April, 1910.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Superior Court.—District of Saint Francis.  
Saint Francis, to wit : } DAME LUCIE NA-  
No 492. } DEAU, of the city of  
Sherbrooke, in the district of Saint Francis, wife common as to property by marriage contract of Pierre Amédée Maheu, said district, duly authorized to ester en justice, by a judge of the superior court, Plaintiff ; against PIERRE AME-  
DEE MAHEU, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, presently of the city and district of Montreal, De-  
fendant.

Seized as belonging to the said defendant, the following immoveable property, to wit :

A piece of land situate in the east ward of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, forming part of the lot number seven hundred and ninety three (793), on the official cadastral plan and book of reference for the east ward of the said city of Sherbrooke ; bounded in front by Morkill road, in rear by the balance of said lot number seven hundred and ninety three (793), belonging to Frs. X. Salvail, on one side by Mount Pleasant street, and on the other side by cadastral lot number seven hundred and ninety two (792), owned by Dame Rose Aimée Maheu, wife of Frs. X. Salvail—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold in my office, in the city of Sherbrooke, on the TWENTY FIFTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's office, Shérif.  
Sherbrooke, 18th April, 1910. 1932  
[First published, 23rd April, 1910.]

**Ventes par le Shérif—Trois-Rivières**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.  
Trois-Rivières, à savoir : } ERNEST LAPOINTE,  
No 290. } Demandeur ; vs  
JAMES ALIAS JEAN BOURASSA, Défendeur.

1° Un lopin de terre situé en la ville de Grand-Mère, de forme triangulaire et étant tout le terrain qui se trouve compris entre les sinuosités de la petite Rivière Grand-Mère qui le borne à l'ouest et désigné comme suit : borné vers l'est aux emplacements des Sieurs Georges Boudreault, Jim alias James Bourassa, Victor Perreault, T. Desilets, Tousignant et Racine, moins la réserve en faveur de J. O. H. Rivard, pour chemin de passage, du même côté ; borné vers le sud au terrain de Hormisdas Rivard, et vers le nord au résidu du dit

**Sheriff's Sales—Three Rivers**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

Superior Court.—District of Three Rivers.  
Three Rivers, to wit : } ERNEST LAPOINTE,  
No. 290. } Plaintiff ; vs JAMES  
ALIAS JEAN BOURASSA, Defendant.

1. A piece of land situate in the town of Grand-Mère, of triangular outline and being all the land comprised between the sinuosities of the Petite Rivière Grand-Mère, which bounds it on the west and designated as follows : bounded towards the east by the lots of Sieurs Georges Boudreault, Jim alias James Bourassa, Victor Perreault, T. Desilets, Tousignant and Racine, minus the reserve in favor of J. O. H. Rivard, for a right of way, on the same side ; bounded towards the south by the land of Hormisdas Rivard, and towards the north by the

terrain, mesurant environ cent quatre vingt dix pieds dans la ligne séparative du dit terrain et de celui du dit Hormisdas Rivard, pour delà aller en ligne perpendiculaire à cette dernière jusqu'à la rivière Grand'Mère, et environ quatre arpents de longueur dans la ligne séparative du dit terrain et de ceux des dit Boudreault, Bourassa, Désilets, Tousignant et Racine jusqu'à la dite rivière Grand'Mère, formant partie des lots numéros cent trente-six et cent trente sept (136 et 137), du cadastre hypothécaire pour la paroisse de Sainte-Flore.

2° Un morceau de terre situé en la paroisse de Sainte-Flore, dans la concession de Sainte Catherine, contenant un arpent de front sur une profondeur de sept à huit arpents, plus ou moins; borné en front par le chemin public, en profondeur par Napoléon Lemay, du côté sud-ouest par Willie Ricard, et du côté nord-est par Joseph Dufresne, et faisant partie du lot de terre numéro soixante et trois (p. 63), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la paroisse de Sainte-Flore.

Pour être vendus, l'immeuble en premier lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de Saint Paul de Grand'Mère, en la ville de Grand'Mère, le QUATRIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin; et l'immeuble en second lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Flore, le MEME JOUR, à DEUX heures de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif. Shérif. Trois-Rivières, 30 mars 1910. 1677-2  
[Première publication, 2 avril 1910.]

ERRATUM.

A la page 887 de la "Gazette Officielle" du seizième jour d'avril 1910, aux Nos 1835-36, à la quatrième ligne au haut de la page lisez Ahuntsic au lieu de Huntsic. 1995

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, par la "The Investment Trust Company Limited", corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, dans la province de Québec, pour la passation d'un acte l'autorisant à faire affaires dans la province de Québec, à agir comme fidéicommissaire, curateur, procureur, exécuteur, liquidateur, receveur, administrateur, agent et tuteur, et à recevoir et garder toute propriété meuble ou immeuble commise à la garde de la compagnie relativement à tout fidéicommis dont la compagnie pourra se charger, ou être chargée d'exécuter, à exercer tous autres pouvoirs conférés aux autres compagnies similaires en cette province, et pour autres fins.

H. A. LOVETT, C. R.,  
Procureur de la requérante.

Daté ce 20 avril 1910. 2009

Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure  
In re T. St. Pierre, restaurateur, de Montréal,  
Failli.

Avis est par les présentes donné que, ce jour, par

remainder of the said land, measuring about one hundred and ninety feet in the division line of the said land and that of the said Hormisdas Rivard, then running in a perpendicular line to the latter as far as the Grand'Mère river, and about four arpents in length in the division line of the said land and that of the said Boudreault, Bourassa, Désilets, Tousignant and Racine, as far as the said Grand'Mère river, forming part of lots numbers one hundred and thirty six and one hundred and thirty seven (pt. 136 and 137), of the mortgage cadastre for the parish of Sainte Flore.

2. A piece of land situate in the parish of Sainte Flore, in the Sainte Catherine concession, containing one arpent in front by a depth of seven to eight arpents, more or less; bounded in front by the public road, in depth by Napoléon Lemay, on the south west side by Willie Rivard, and on the north east side by Joseph Dufresne, and forming part of lot number sixty three (p. 63), on the official plan and book of reference of the registration cadastre for the parish of Sainte Flore.

To be sold, the immovable firstly described, at the church door of the parish of Saint Paul de Grand'Mère, in the town of Grand'Mère, on the FOURTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon; and the immovable secondly described, at the church door of the parish of Sainte Flore, on the SAME DAY, at TWO o'clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office. Sheriff. Three Rivers, 30th March, 1910. 1678  
[First published, 2nd April, 1910.]

ERRATUM.

On page 887 of the "Official Gazette" of the sixteenth of April, 1910, at Nos. 1835-36, on the fifth line at the top of the page read Ahuntsic, instead of Huntsic. 1996

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its present session by the Investment Trust Company, Limited, a body corporate and politic, having its principal place of business in the city of Montreal, in the province of Quebec, for an act to authorize it to carry on its business in the province of Quebec; to accept the position of trustee, curator, assignee, executor, liquidator, receiver, administrator, agent and tutor, and to receive and hold all property moveable and immovable committed to the company in connection to any trust undertaken by or committed to the company; to exercise such other powers as are conferred upon similar companies in this province, and for other purposes.

H. A. LOVETT, K. C.,  
Solicitor for applicant.

Dated 20th April, 1910. 2010

Bankrupt Notices

Province of Quebec, {  
District of Montreal. } Superior Court.  
In re T. St. Pierre, hotelkeeper, of Montreal,  
Insolvent.

Notice is hereby given that, by order of this court,

ordre de cette cour, j'ai été nommé curateur aux biens du susdit failli.

Les réclamations devront être déposées dans mon bureau sous 30 jours de cette date pour garantir leur collocation sur le bordereau de dividendes.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame-Est, Montréal.  
Montréal, 19 avril 1910.

2025

I was, this day, appointed curator to the estate of the above named.

Claims should be filed at my office within 30 days from this date to ensure their collocation on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curator.

No. 60, Notre Dame East street, Montreal.  
Montreal, 19th April, 1910.

2026

### Avis du Gouvernement

#### LOI CONCERNANT LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES.

##### Avis de formation.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Champlain, sous le nom de "Société coopérative agricole des Fromagers de Québec", et que son principal siège d'affaires est en la paroisse de Saint-François-Xavier de Batiscan, dans le dit comté.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

JOS. ED. CARON,  
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 21 avril 1910.

1985

No 800-10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 22 avril 1910.

En conformité des dispositions de l'article 96 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Roch-Nord, comté de Québec, le territoire suivant : au nord la limite nord des Nos 589, 585, 584, 581, 580, 567, 566, 508a, 508 et 509, inclusivement, du cadastre officiel de Saint-Roch-Nord ; à l'est le chemin public longeant le No 737 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, le chemin public en face de l'asile, et la ligne de division entre les Nos 589, 590 du cadastre officiel de Saint-Roch-Nord ; à l'ouest le chemin public de Québec à Charlesbourg, longeant le No 509 du cadastre officiel de Saint-Roch-Nord ; au sud, la rivière Saint-Charles en suivant la ligne de basse marée à l'est du pont Dorchester, et la ligne de haute marée à l'ouest du dit pont, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Limoilou.

2021

No 750.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 20 avril 1910.

En conformité des dispositions de l'article 96 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Ville-de-Saint-Louis-de-Mile-End, dans le comté d'Hoche-laga, les biens fonds compris dans les limites suivantes, savoir : à l'ouest, l'Avenue du Parc, au nord, l'Avenue Bernard, au sud, l'Avenue Mont-Royal, et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire d'Outremont, dans le même comté.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1911.

2023

### Government Notice

#### ACT RESPECTING CO-OPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATIONS.

##### Notice of formation.

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Champlain, under the name of "Cheese-makers of Quebec Co-operative Agricultural Association", and that its principal place of business will be in the parish of Saint-François-Xavier de Batiscan, in the said county.

The objects for which the said association is formed are : the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter and cheese, or both, the sale and purchase of live stock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural classes, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

JOS. ED. CARON,  
Minister of Agriculture.

Quebec, 21st April, 1910.

1986

No. 800-10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 22nd April, 1910.

In conformity with the provisions of article 96 of the Education Act, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint Roch North, county of Quebec, the following territory : on the north the northern boundary of Nos. 589, 585, 584, 581, 580, 567, 566, 508a, 508 and 509, inclusively, of the official cadastre of Saint Roch North ; on the east the public road running along No. 737 of the official cadastre of the parish of Beauport, the public road facing the asylum, and the division line between Nos. 589, 590 of the official cadastre of Saint Roch North ; on the west the public road, from Quebec to Charlesbourg, running along No. 509 of the official cadastre of Saint Roch North ; on the south the river Saint Charles, along low water mark to the east of Dorchester bridge and high water mark to the west of the said bridge, and to erect such territory into a separate school municipality, under the name of Limoilou.

2022

No. 750.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 20th April, 1910.

In conformity with the provisions of article 96 of the Education Act, the superintendent gives notice that application has been made to him to detach from the school municipality of Ville-de-Saint-Louis-de-Mile-End, in the county of Hochelaga, the lots comprised within the following limits : on the west, Park Avenue, on the north, Bernard Avenue, on the south, Mount-Royal Avenue, and to annex such territory to the school municipality of Outremont, in the same county.

Such annexation to take effect only on the first July next, 1911.

2024

## CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 22 avril 1910.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Sur la recommandation de l'honorable Ministre des Terres et Forêts, en date du 21 avril courant, (1910), il est ordonné que les règlements suivants relatifs aux permis de coupe de bois sur les terres publiques soient adoptés, et que tout règlement antérieur incompatible avec les présents soit annulé :

## REGLEMENTS DES BOIS ET FORETS.

## LICENCES DE COUPE.

1. La licence de coupe de bois est sujette à une rente foncière annuelle de cinq piastres par mille ou fraction de mille carré, à dater du premier de septembre 1910. Elle dure douze mois, du premier mai au trente avril, et, après son émission, aucune réclamation n'est admise pour le remboursement de rente foncière ou de taxe de feu à raison de surcharge dans le calcul de superficie de la limite.

2. Toute licence expire le trente avril suivant son émission, mais le licencié qui s'est conformé aux règlements existants a, jusqu'au premier septembre suivant, droit au renouvellement de sa licence. Pour toute infraction à la loi ou aux règlements, il perd ce droit. Mais le Ministre des Terres et Forêts peut permettre le renouvellement sur le paiement de la rente foncière et de toute autre pénalité qu'il lui plaira d'imposer.

3. En cas de destruction partielle ou totale de la valeur d'une limite soit par incendie, par l'extension de la colonisation, ou pour d'autres causes, le ministre a le pouvoir discrétionnaire d'en annuler la licence en tout ou en partie.

## TRANSFERTS DE LIMITES.

4. Le transfert de limites à bois ou de parts divisées ou indivises de limites à bois se fait par écrit, sujet à l'acceptation du ministre et au paiement d'une prime de quatre piastres par mille ou fraction de mille carré. Le transfert accepté date du paiement de la prime. Les détenteurs de limites doivent informer le ministre de tout transfert, dès qu'il est effectué. Le transfert ne peut être accepté si le licencié transférant est endetté envers la Couronne.

5. Le licencié peut, sans payer de prime, transférer conditionnellement sa limite en garantie de remboursement d'avances, mais il doit, au préalable, payer tous arriérés dus par lui à la Couronne. Le transfert conditionnel doit être écrit et noté sur la licence par le ministre ou par son ordre. Si le créancier prouve à la satisfaction du ministre que l'obligation garantie n'est pas remplie, le transfert devient parfait, sur le paiement de la prime, et la licence peut être émise en son nom, après un avis préalable de quinze jours au porteur de la licence.

6. Les agents des bois de la Couronne doivent tenir registre des licences émises dans leur agence et des transferts de limites. Le public a libre accès à ce registre et aux plans indiquant les terrains sous licence ou vacants dans chaque agence.

## DEVOIR DES LICENCIÉS ET RESTRICTIONS A LEURS DROITS.

7. Le licencié doit renseigner le département des Terres et Forêts, avant le premier décembre, sur son exploitation de la saison courante, nommer ses entrepreneurs, dire la quantité de bois attribuée à chacun et l'endroit de ses coupes, et donner le nom de ses mesureurs.

Le licencié ou son représentant doit produire, suivant les formules fournies par le département, avant

## EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 22nd April, 1910.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

The Honorable Minister of Lands and Forests, in a report dated the 21st of April 1910, recommends that the following regulations concerning licenses to cut timber on public lands be adopted and that all previous regulations not consistent with the present regulations be cancelled.

## REGULATIONS OF WOODS AND FOREST.

## LICENSES TO CUT TIMBER

1. All licenses to cut timber are subject to an annual ground rent of five dollars per square mile or fraction thereof to date from 1st September, 1910. These licenses run for 12 months from the 1st May to the 30th April following and no claim for overcharge of ground rent and fire tax in the extent of the limits can be entertained after licenses have issued.

2. All licenses expire on the 30th April after being issued, but the licensee who conforms to the existing regulations has, until the 1st September following, the right of renewal of same. Any infraction of the law or regulations forfeits the said right, but the Minister may consent to the renewal of the licenses, on payment of the ground rent, and such penalties as he may see fit to impose.

3. In the event of the partial or total destruction of a limit by reason of fire, by the process of colonization, or for other causes, the minister holds the discretionary power of annulling the license in whole or in part.

## TRANSFER OF LIMITS.

4. Transfer of limits or of portions thereof divided or undivided, must be made in writing, and are subject to acceptance by the minister, and to the payment of a transfer bonus of four dollars per square mile or fraction thereof. An accepted transfer dates from the payment of said bonus. Licensees must in all cases inform the Department when any such transfers are effected. No transfer of a limit can be accepted if the licensee transferring such limit is indebted to the Crown.

5. A licensee may, without paying any bonus, make a conditional transfer of his limits as guarantee of the repayment of advances, but before doing so must settle in full for all arrears due to the Crown. Such conditional transfer must be made in writing and must be noted on the license by the minister or duly authorized person. In the event of the pledgee showing to the satisfaction of the minister that the obligations mentioned in pledge have not been fulfilled the transfer, after fifteen days notice given to the license-holder, and on payment of the bonus, becomes complete and the license may be issued in the name of the pledgee.

6. Crown timber agents throughout the province are bound to keep a register of all licenses issued for their agency also of all transfers of same. The public has free access to said book as well as to do plans showing lands under license or vacant in each agency.

## DUTIES OF LICENSEES AND LIMITATION OF THEIR RIGHTS.

7. The licensee must inform the department before the 1st December, of his operations of the current season, give the names of his jobber, state the quantity of timber allotted to each and the place where the operations are carried on and also give the names of the cullers.

The licensee or his representative must furnish, on blank forms supplied by the department, before

le trente juin de chaque année, ou avant le flottage, s'il s'agit d'une limite arrosée par des cours d'eau tombant dans le golfe Saint-Laurent ou dans la mer ou traversant des provinces ou des états voisins :

(a) Un état assermenté de tout le bois fait pour son compte durant la saison précédente sur ses limites ou sur des lots sous billet de location, patentés au autrement.

(b) Des états assermentés par ses entrepreneurs, contremaîtres ou autres employés en charge de chantiers, donnant la quantité, la description, et la provenance de tous les bois, par eux coupés pour son compte durant la saison précédente, sous leur direction ou à leur connaissance.

(c) Des avis de mesurage de ces bois, assermentés par des mesureurs qualifiés et acceptés par le ministre, (et, pour le bois qui doit être mesuré par le surintendant des mesureurs de bois ou ses assistants, un extrait certifié des mesurages officiels mentionnant le nombre de pieds cubes contenus dans ce bois).

(d) Son propre affidavit ou celui de son représentant corroborant (les déclarations assermentées de ses employés).

(e) Un état assermenté de ses limites non exploitées durant la saison terminée.

Pour permettre au licencié de remplir fidèlement les obligations susdites, les contremaîtres ou personnes en charge de chaque chantier pourront être obligés de tenir un livre, dans lequel sera entré un état détaillé et exact du nombre de pièces de bois carré, bois d'estacade ou de dimension, billots de sciage ou autres bois, coupés et enlevés chaque jour durant la saison des opérations forestières ; et ce livre devra être assermenté à la fin de telle saison.

8. Les mesureurs de bois doivent mesurer tout le bois coupé et utilisable, faire rapport détaillé de chaque mesurage, en laisser copie à chaque camp, et mettre à part les morceaux défectueux dont ils réduisent le contenu, pour examen spécial par le garde-forestier. Le licencié doit rendre compte dans ses rapports du bois qu'il n'enlève pas.

Les droits de coupe sont prélevés sur toutes les souches de plus de deux pieds de hauteur au dessus du sol ; sur tout le bois de plus de six pouces de diamètre laissé dans les houppiers ; sur les arbres laissés accrochés ; sur les bois employés comme longerons, ou dans la construction des camps, des ponts, des chemins en corduroy, des barrages et autres travaux, et sur tous les billots laissés en forêt.

9. Les gardes-forestiers et autres officiers, chargés par le ministre de surveiller la coupe du bois sur les terres de la Couronne ont droit de la part des opérations à tout ce qui peut faciliter l'exécution de leur devoir. Ils peuvent examiner les livres et les documents relatifs aux opérations forestières, régler la manière dont les billots devront être placés pour permettre un mesurage satisfaisant, compter et mesurer librement tout le bois coupé, et faire en général observer les règlements.

10. Pour les bois carrés destinés à l'exportation, le licencié devra produire un état indiquant les quantités établies par le devis de mesurage effectué par le surintendant des mesureurs de bois à Québec, ou ses députés, ou par tout autre mesurage dûment fait et accepté ; mais, lorsque tel mesurage ne pourra être obtenu, chaque morceau sera considéré comme contenant cinquante pieds cubes.

11. Avant d'expédier d'une agence le bois qui y a été coupé, le propriétaire de ce bois ou son représentant doit en faire rapport à l'agent des bois de cette division, et, s'il en est requis, déclarer sous serment la quantité de chaque espèce de bois à expédier, sa destination, le mode de transport et le nom du consignataire. Pour soustraire au paiement des droits la partie de ce bois provenant de propriétés particulières, il doit produire en sus un affidavit mentionnant les lots sur lesquels ce bois a été coupé et la quantité coupée sur chaque lot. Il reçoit alors de l'agent un acquit mentionnant la quantité de bois expédiée, ce qui est exempt de droits et les

the 30th June in each year, or before the drive, in the case of limits whose waters flow into the Gulf of Saint Lawrence, into the ocean, or traverse other provinces or adjoining states :

(a) A sworn statement of all timber cut for and on his account during the immediately preceding logging season on his limits, on sold or patented lots or otherwise ;

(b) Sworn statements by his contractors, foremen or other employees in charge of operations, giving the quantity, the description and the origin of all timber cut by them for the licensee's account during the immediately preceding season under their direction or to their knowledge ;

(c) Specifications sworn to of said timber, by duly qualified cullers, accepted by the Minister, (and, as regards timber measured under direction of the Supervisor of Cullers, a certified summary of the official measurements giving the number of cubic feet contained in any raft, parcel or lot of timber) ;

(d) An affidavit by the licensee or his representatives corroborating the sworn statements of his employees ;

(e) A sworn statement of his limits not worked during the immediately preceding season.

In order to the fulfilling faithfully of the conditions above cited by the licensee, the foremen, or persons in charge of each operation, may be required to keep a book in which shall be entered a detailed statement and exact record of the number of pieces of square, waney, flat, dimension or boom timber, saw-logs or other timber, cut and hauled each day during the logging season, and this book must be duly sworn to at end of the season.

8. Cullers must measure all the timber cut and which is of service for any purpose, make detailed reports of each measurement, leave a copy of same at each camp, setting apart any defective pieces which may have in consequence been reduced in contents, for special examination by the bush ranger. The licensees must in all cases report any timber cut and not hauled.

Stumpage dues are levied on all stumps of more than two feet above the ground, on all timber of more than six inches in diameter left in the tops ; on all lodged trees ; on all trees used for skids or for the building of shanties, bridges or making corduroy roads, dams and other works and on all logs left in the woods.

9. Bush-rangers and other officers authorized by the minister to supervise lumbering operations must be facilitated, in the exercise of their duties, to the fullest possible extent by the licensees and their employees: they shall have access to all books and documents relating to lumbering operations, shall regulate the manner in which the timber is placed with a view to obtaining satisfactory measurements, count and measure, without hindrance, all timber cut, and in a general manner cause the regulations to be observed.

10. As regards square and waney timber made for exportation, the licensees must produce a specification or statement from the supervisor of cullers of Quebec, or his deputies, or by other accepted method of measurement, establishing the quantities accurately : in the event of such satisfactory measurement not being obtainable, each piece will be computed as containing 50 cubic feet.

11. Before the removal from the agency of any wood which has been cut therein, the owner of said wood or his representative, must report to the local crown timber agent, and if acquired, must declare under oath the quantity of each description of timber intended for transport, its destination, the means of transport, and the name of the consignee, in order to exempt from crown dues the timber procured from private lands, an affidavit must be produced, setting forth from what township, range and lots said timber has been taken and the quantity taken from each lot, upon which the agent will then furnish him with a clearance stating the quantity of

droits dus sur le reste. A l'arrivée de ce bois à destination, il doit en être fait rapport à l'officier chargé de la perception des droits, et tout bois mentionné dans l'acquit et dont la provenance n'est pas suffisamment expliquée est considéré comme coupé sur les terres de la Couronne et sujet aux droits.

12. Il n'est pas permis aux licenciés de couper sur les terres de la Couronne le pin blanc ou rouge de moins de 13 pouces, l'épinette, la pruche, le cèdre, l'érable, le merisier et autres bois de moins de 12 pouces, le sapin et l'épinette de savane de moins de 8 pouces de diamètre sur la souche, mesurée à deux pieds au dessus du sol.

13A. Tout bois coupé sur les terres de la Couronne, après le 1er mai 1910, doit être manufacturé au Canada, c'est-à-dire, converti en pulpe ou en papier, en madrier ou planches, ou en tout autre autre objet de commerce ou marchandise dont tel bois n'est que la matière première.

Ne sont pas considérés comme manufacturés, aux termes du présent règlement : les bois simplement débités, cordés, écorcés ou autrement façonnés préliminairement à la fabrication de la pulpe ou du papier, des madriers ou planches ou de quelque autre objet de commerce ; ni les bois flacheux ou méplats ou sous forme de poteaux ; mais les bois complètement équarris et les traverses de chemins de fer (ties) sont considérés comme manufacturés.

B. Chaque fois que sur information satisfaisante, appuyée d'un affidavit, le ministre ou ses représentants ont raison de croire que du bois coupé en vertu d'une licence sur les terres publiques ne doit pas être manufacturé au Canada, en tout ou en partie, ce bois peut être saisi et mis sous garde par tout agent du département.

Le ministre ou son représentant donne avis de la saisie aux personnes intéressées et leur demande de donner deux bonnes et suffisantes cautions que le bois saisi sera manufacturé au Canada. Si, dans le délai d'un mois après tels avis et demande, les cautions exigées ne sont pas données, il est procédé à la vente du bois saisi, à l'enchère publique, après avis d'au moins 15 jours. L'adjudicataire à telle vente doit donner lui-même bonne et suffisante caution que le bois sera manufacturé au Canada, et le produit de la vente est remis à qui de droit, moins les frais de saisie et de vente et toute somme due à la Couronne par le porteur de licence ou par toute autre personne qui a coupé ou fait couper tel bois ou qui en est le propriétaire ou le possesseur.

C. Après la saisie la preuve que le bois doit être manufacturé au Canada incombe au propriétaire du bois.

D. Si le bois à saisir est mêlé avec d'autres bois, tout le bois peut être saisi et traité en conséquence jusqu'à ce que la séparation soit faite d'une manière satisfaisante.

#### MESURAGE.

14. Tous les bois destinés au sciage seront mesurés par des mesureurs dûment qualifiés, et de la manière indiquées dans les formules fournies par le département des terres et forêts, en pieds de superficie d'un pouce d'épaisseur, d'après la table suivante : le ministre conservant le droit de faire constater aux moulins le contenu réel des bois qui y auront été sciés et tous autres faits relatifs aux bois coupés sur les terres de la Couronne. Le diamètre des bois de dix-huit pieds et moins de longueur se prend au petit bout. Pour les bois de plus de dix-huit pieds, le diamètre à prendre est la moitié de la somme des diamètres des deux bouts. Pour les fins du mesurage, une fraction de trois quarts et plus est considérée comme unité ; une fraction moindre ne compte pas. A défaut de mesurage spécial pour le grand bois, il sera sujet à un droit de deux cents par pieds linéaire, pour l'épinette, la pruche, le sapin, le cyprès, le cèdre, le bouleau et le tremble, et de quatre cents par pieds linéaire, pour les autres bois.

timber shipped, the quantity exempt from dues and the amount of Crown dues exigible on the balance. On arrival of the timber at its destination, the owner must report same to the officer deputed to collect crown dues and any timber mentioned in said clearance, if not satisfactorily accounted for, shall be held to be cut on crown lands and subject to the payment of Crown dues.

12. Licensees are forbidden to cut on Crown lands white or red pine measuring less than 13 inches, spruce, hemlock cedar, maple, birch and other trees of less than 12 inches ; balsam fir and swamp spruce of less than 8 inches diameter at the stump, measured two feet above the ground.

13a. All timber cut on Crown lands after the 1st of May 1910, must be manufactured in Canada, that is to say, converted into pulp or paper, into deals or boards, or into any other article of commerce or merchandise as distinguished from such timber in its raw or manufactured state.

Shall not be considered as manufactured, within the meaning of the present regulations : timber merely cut into lengths or logs piled up, barked or otherwise worked preliminary to the fabrication of pulp or paper, of deals or boards or of any other articles of commerce ; nor waney timber nor poles, but actual square timber and railway ties are considered as manufactured.

b. Any time that, on satisfactory information supported by an affidavit, the Minister or authorized officer have reason to believe that timber cut in virtue of a license on public lands is not to be manufactured in Canada, in whole or in part, this timber may be seized and placed under custody by any agent of the Department.

The Minister or his representative gives notice of the seizure to the interested parties and requests them to give two good and sufficient securities that the timber seized will be manufactured in Canada. If, within a month after such notice and request, the required securities have not been given, the timber seized shall be sold at public auction after a notice of at least fifteen days. The purchaser at such sale must himself give good and sufficient security that the timber will be manufactured in Canada, and the proceed of the sale is paid over to the person entitled to the same, after deduction of cost of seizure and sale and any sum due the Crown by the licence holder or by any other person who has cut or caused to be cut such timber or who is the owner or holder of the same.

C. After the seizure the burden of proving that the timber is to be manufactured in Canada lies on the owner of such timber.

D. Where the timber to be seized is made up with other timber, the whole of the timber may be seized and dealt with accordingly, until satisfactorily separated.

#### MEASUREMENT.

14. All timber of various descriptions intended for sawing shall be measured as indicated in form supplied by the department of Lands and Forests, by duly qualified cullers and shall be reduced to the basis of inch board measure as per the following province of Quebec Table ; the Minister reserves the right to establish by measurement at the various mills the actual board measure contents of the timber, as well as any other fact relating to timber cut on Crown Lands. Logs eighteen feet long and less shall be measured at the small end, the diameter of same being taken. Logs over eighteen feet in length shall be measured as follows, viz :—by adding the diameter of the butt and top together and dividing the product by two, which shall be considered to be the mean diameter.

For the purpose of measurement, a fraction of  $\frac{3}{4}$  and more is considered as a whole, but a lesser fraction is not considered.

Failing special measurement for long timber, the said timber will be charged 2 cents per lineal foot for spruce, hemlock balsam, cypress, cedar, silver birch and poplar, and 4 cents per lineal foot on all other descriptions of timber.

Tableau de contenu, en pieds mesure de planche, des billots de sciage, bois d'estacade et de dimension.—

LONGUEUR EN PIEDS.—

Diamètre en pouces — Diameter in inches.	10 pieds — feet	11 pieds — feet	12 pieds — feet	13 pieds — feet	14 pieds — feet	15 pieds — feet	16 pieds — feet	17 pieds — feet	18 pieds — feet	19 pieds — feet	20 pieds — feet	21 pieds — feet	22 pieds — feet	23 pieds — feet	24 pieds — feet	25 pieds — feet
4	4	5	5	6	6	7	7									
5	7	7	8	9	10	11	12									
6	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
7	15	16	18	19	21	22	24	25	27	28	30	31	33	34	36	37
8	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44	46	48	50
9	28	31	34	37	40	42	45	48	51	54	57	60	62	65	68	71
10	37	40	44	48	51	55	59	62	66	70	73	77	81	84	88	92
11	42	46	50	54	58	62	67	71	75	79	83	87	92	96	100	104
12	50	55	60	65	70	75	80	85	90	95	100	105	110	115	120	125
13	62	69	75	81	87	94	100	106	112	119	125	131	137	144	150	156
14	75	84	90	97	105	112	120	127	135	142	150	157	165	172	180	187
15	83	92	100	108	117	125	133	142	150	158	167	175	183	192	200	203
16	100	110	120	130	140	150	160	170	180	190	200	210	220	230	240	250
17	117	128	140	152	163	175	187	198	210	222	233	245	257	268	280	292
18	133	147	160	173	187	200	213	227	240	253	267	280	293	307	320	333
19	154	170	185	200	216	231	247	262	277	293	308	324	339	355	370	385
20	175	192	210	227	245	262	280	297	315	332	350	367	385	402	420	437
21	192	211	230	249	268	287	307	326	345	364	383	402	422	441	460	479
22	217	238	260	282	303	325	347	368	390	412	433	455	477	498	520	542
23	240	264	288	312	336	360	384	408	432	456	480	504	528	552	576	600
24	262	289	315	341	367	394	420	446	472	499	525	551	577	604	630	656
25	283	312	340	368	397	425	453	482	510	538	567	595	623	652	680	708
26	317	348	380	412	443	475	507	538	570	602	633	665	697	728	760	792
27	333	367	400	433	467	500	533	567	600	633	667	700	733	767	800	833
28	362	399	435	471	507	544	580	616	652	689	725	761	797	834	870	906
29	392	431	470	509	548	587	627	666	705	744	783	822	862	901	940	979
30	421	463	505	547	589	631	673	715	757	800	842	884	926	968	1010	1052
31	450	495	540	585	630	675	720	765	810	855	900	945	990	1035	1080	1125
32	475	522	570	617	665	712	760	807	855	902	950	997	1045	1092	1140	1187
33	525	577	630	682	735	787	840	892	945	997	1050	1102	1155	1207	1260	1312
34	542	596	650	704	758	812	867	921	975	1029	1083	1137	1192	1246	1300	1354
35	567	623	680	737	793	850	907	963	1020	1077	1133	1190	1247	1303	1360	1417
36	592	651	710	769	828	887	947	1006	1065	1124	1183	1242	1302	1361	1420	1479
37	617	678	740	802	863	925	987	1048	1110	1172	1233	1295	1357	1418	1480	1542
38	655	715	780	845	910	975	1040	1105	1170	1235	1300	1365	1430	1495	1560	1625
39	692	761	830	899	968	1037	1107	1176	1245	1314	1383	1452	1522	1591	1660	1729
40	733	807	880	953	1027	1100	1173	1247	1320	1393	1467	1540	1613	1687	1760	1833
41	758	834	910	986	1062	1137	1213	1289	1365	1441	1517	1592	1668	1744	1820	1896
42	792	871	950	1029	1108	1187	1267	1346	1425	1504	1583	1662	1742	1821	1900	1979
43	833	917	1000	1083	1177	1250	1333	1417	1500	1583	1667	1750	1833	1917	2000	2083

PROVINCE OF QUEBEC.

Table of contents of saw logs, boom and dimension timber in feet board measure.

LENGTH IN FEET.

26 pieds — feet.	27 pieds — feet	28 pieds — feet	29 pieds — feet	30 pieds — feet	31 pieds — feet	32 pieds — feet	33 pieds — feet	34 pieds — feet	35 pieds — feet	36 pieds — feet	37 pieds — feet	38 pieds — feet	39 pieds — feet	40 pieds — feet	Diamètre en pouces — Diameter in inches
26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	6
39	40	42	43	45	46	48	49	51	52	54	55	57	58	60	7
52	54	56	58	60	62	64	66	68	70	72	74	76	78	80	8
74	76	79	82	85	88	91	93	96	99	102	105	108	111	114	9
93	99	103	106	110	114	117	121	125	128	132	136	139	143	147	10
108	112	117	121	125	129	133	137	142	146	150	154	158	162	167	11
130	135	140	145	150	155	160	165	170	175	180	185	190	195	200	12
162	169	175	181	187	194	200	206	212	219	225	231	237	244	250	13
195	202	210	217	225	232	240	247	255	262	270	277	285	292	300	14
217	225	233	242	250	258	267	275	283	292	300	308	317	325	333	15
260	270	280	290	300	310	320	330	340	350	360	370	380	390	400	16
303	315	327	338	350	362	373	385	397	408	420	432	443	455	467	17
347	360	373	387	400	413	427	440	453	467	480	493	507	520	533	18
401	416	432	447	462	478	493	509	524	539	555	570	586	601	617	19
455	472	490	507	525	542	560	577	595	612	630	647	665	692	700	20
498	517	537	556	575	594	613	632	652	671	690	709	728	747	767	21
563	585	607	628	650	672	693	715	737	758	780	802	823	845	867	22
624	648	672	696	720	744	768	792	816	840	864	888	912	936	960	23
682	709	735	761	787	814	840	866	892	919	945	971	997	1024	1050	24
737	765	793	822	850	878	907	935	963	992	1020	1048	1077	1105	1133	25
823	855	887	918	950	982	1013	1045	1077	1108	1140	1172	1203	1235	1267	26
867	900	933	967	1000	1033	1067	1100	1133	1167	1200	1233	1267	1300	1333	27
942	979	1015	1051	1087	1124	1160	1196	1232	1269	1305	1341	1377	1414	1450	28
1018	1057	1097	1136	1175	1214	1253	1292	1332	1371	1410	1449	1488	1527	1567	29
1094	1136	1178	1220	1262	1305	1347	1389	1431	1473	1515	1557	1599	1641	1683	30
1170	1215	1260	1305	1350	1395	1440	1485	1530	1575	1620	1665	1710	1755	1800	31
1235	1282	1330	1377	1425	1472	1520	1567	1615	1662	1710	1757	1805	1852	1900	32
1305	1417	1470	1522	1575	1627	1680	1732	1785	1837	1890	1942	1995	2047	2100	33
1408	1462	1517	1571	1625	1679	1733	1787	1842	1896	1950	2004	2058	2112	2167	34
1473	1530	1587	1643	1700	1757	1813	1870	1927	1983	2040	2097	2153	2210	2267	35
1538	1597	1657	1716	1775	1834	1893	1952	2012	2071	2130	2189	2248	2307	2367	36
1603	1665	1727	1788	1850	1912	1978	2035	2097	2158	2220	2282	2343	2405	2467	37
1690	1758	1820	1885	1950	2015	2080	2145	2210	2275	2340	2405	2470	2535	2600	38
1798	1867	1937	2006	2075	2144	2213	2282	2352	2421	2490	2559	2628	2697	2767	39
1907	1980	2053	2127	2200	2273	2347	2420	2493	2567	2640	2713	2787	2860	2933	40
1972	2047	2123	2199	2275	2351	2427	2502	2578	2654	2730	2806	2882	2957	3033	41
2058	2137	2217	2296	2375	2454	2533	2612	2692	2771	2850	2929	3008	3087	3167	42
2167	2250	2333	2417	2500	2583	2667	2750	2833	2917	3000	3083	3167	3250	3333	43

## TARIF DES DROITS DE COUPE.

Art. 15. Tout bois coupé en vertu de licence après le 1er septembre 1910, est sujet aux droits comme suit :

1. Bois équarri, flacheux ou méplat, le pied cube :
  - a. Pin blanc, chêne carya, noyer. .... 6c.
  - b. Pin rouge, orme, frêne, cèdre, bois blanc ou tilleul, merisier, érable, tamarac. .... 4c.
  - c. Epinette, sapin, pin gris ou cyprès, pruche, bouleau, tremble, peuplier. .... 3c.
2. Billots de sciage ou grumes, et grands bois (de dimension ou d'estacade) à l'état brut, le mille pieds, mesure de planche :
  - a. Pin blanc, chêne, noyer, caryer. .... \$2.00
  - b. Pin rouge, orme, frêne, cèdre, bois blanc ou tilleul, merisier, érable, tamarac. .... 1.40
  - c. Epinette, sapin, pin gris ou cyprès, pruche, bouleau, tremble, peuplier. .... 1.05
3. Bois de chauffage, la corde de 128 pieds cubes :
  - a. Bois franc. .... .20
  - b. Bois mou. .... .10
4. Perches n'excédant pas douze pieds de longueur le cent :
  - a. Perches de cèdre. .... .30
  - b. Perches d'autres bois. .... .15
5. Piquet, le cent :
  - a. Piquet de cèdre. .... .15
  - b. Piquets d'autre bois. .... .10
6. poteaux de plus de 18 pieds de longueur, n'excédant pas 10 pouces de diamètre au petit bout, l'unité :
  - a. 30 pieds et moins de longueur. .... .15
  - b. 31 à 40 pieds de longueur. .... .25
  - c. 41 à 50 pieds de longueur. .... .50
  - d. 51 pieds et plus de longueur. .... 1.00
7. Bardeaux, le mille : .... .25
8. Dormants ou traverses de chemin de fer, n'excédant pas 9 pieds de longueur, l'unité : .... .05
9. Ecorce de pruche, la corde de 128 pieds cubes : .... .60
10. Genoux courbes, varangues et autres bois employés dans la construction des navires, et tout article de bois non mentionné dans la liste qui précède, *ad valorem* : .... 15 par cent.

Pour les fins de l'application du présent tarif au bois cordé, la corde anglaise de 128 pieds cubes équivaut à 600 pieds, mesure de planche, pour le bois en grume ou non écorcé, et à 700 pieds pour le bois écorcé ou plané.

16. Le taux de la rente foncière fixé par le présent pour les licences de coupe de bois ne sera pas augmenté jusqu'au premier septembre 1920 ; les dites conditions ne devant pas, cependant être interprétées de manière à affecter ou diminuer aucunement les droits de la Couronne d'en agir autrement et pour d'autres fins avec le territoire, tel que pourvu par la loi et les règlements ; et tous les porteurs de licences qui se sont conformés et se conformeront à la loi et aux règlements concernant l'administration et la vente des bois sur les terres de la Couronne auront jusqu'à cette date le privilège de renouveler leurs licences au même taux de rente foncière, et les droits imposés par le présent sur tous les bois coupés en vertu de licence ne seront pas augmentés jusqu'au premier septembre 1920. Mais le taux de la rente foncière pourra, en tout temps, être augmenté, pour les porteurs de licences qui n'exploitent pas, la Couronne se réservant de fixer la quantité de bois qui devra être coupée pour constituer une exploitation suffisante.

## STAMPAGE TARIF.

Art. 15. All wood goods cut in virtue of a license after the 1st September, 1910, are subject to the following charges :

1. Square or waney timber per cubic feet :
  - a. White pine, oak, hickory, walnut. .... .6c.
  - b. Red pine, elm, ash, cedar, basswood, birch, maple, tamarac. .... .4c.
  - c. Spruce, balsam, grey pine or cypress hemlock, white birch, aspen poplar. .... .3c.
2. Saw logs and boom and dimension timber in the raw-state, per thousand feet board measure :
  - a. White pine, oak, walnut, hickory. .... \$2 00
  - b. Red pine, elm, ash, cedar, basswood, birch, maple, tamarac. .... 1.40
  - c. Spruce, balsam, grey pine or cypress, hemlock, white birch, aspen poplar. .... 1.05
3. Firewood per cord of 128 cubic feet :
  - a. Hard wood. .... .20
  - b. Soft wood. .... .10
4. Rails not exceeding 12 feet in length per 100 :
  - a. Cedar rails. .... .30
  - b. Rail of other varieties of lumber. .... .15
5. Pickets per 100 :
  - a. Cedar pickets. .... .15
  - b. Pickets of other varieties of timber. .... .10
6. Poles of more than 18 feet in length, not exceeding 10 inches in diameter at the small end, each :
  - a. Thirty feet and less in length. .... .15
  - b. Thirty one to forty feet in length. .... .25
  - c. Forty one to fifty feet in length. .... .50
  - d. Fifty one and over in length. .... 1.00
7. Shingles per thousand. .... .25
8. Railway ties or sleepers not exceeding 9 feet in length, each. .... .05
9. Hemlock Bork per cord of 128 cubic feet. .... .60
10. Knees, curves, fut-locks and other ship-building material, and all wood goods not enumerated in foregoing list, *ad valorem*. .... 15 per cent.

For the purpose of applying the present tariff to wood by the cord, the cord, the English cord of 128 cubic feet is equivalent to 600 feet board measure, for rough or unbarked wood and to 700 feet b. m. for rossed or peeled wood.

16. The present rate of ground rent for licenses to cut timber shall not be increased until the first of September, 1920, and all licenseholders who have conformed and shall conform, to the laws and regulations concerning the administration and sale of timber on Crown Lands shall have, up to that date, the privilege of renewing their licenses at the same rate of ground rent ; and the dues now exacted by the regulations on all timber cut in virtue of a license shall not be increased before the said date of first of September, 1920, but the rate of ground rent may at all times be increased for the licenseholders who do not operate their limits, the Crown reserving the right to determine the quantity of timber which must be cut to constitute a sufficient lumbering operation.

17. Les droits de coupe restant impayés le trente novembre qui suit les opérations forestières portent intérêt à dater de ce jour, sans préjudice du droit de la Couronne d'exiger en tout temps le paiement immédiat de ces droits.

18. Les droits de coupe exigibles sur les bois coupés en vertu de licence sur un territoire arrosé par des cours d'eau tombant dans le golfe Saint-Laurent ou dans la mer, en traversant des provinces ou des états voisins, devront être payés avant le flottage du bois. A défaut de tel paiement, les dits bois seront saisis et vendus, comme ayant été coupés en contravention.

19. Tous arrérages de rente foncière, droits de coupe ou pénalité de contravention dus par un licencié peuvent être prélevés sur tout bois par lui coupé sous licence ou en contravention, en quelque partie de la province que ce soit.

## CONTRAVENTION.

20. Les colons acheteurs de terres publiques ou ceux qui ont obtenu des octrois gratuits et qui n'ont pas encore complété les conditions de leurs ventes ou octrois n'ont pas le droit d'y couper le bois sans licence, excepté pour défrichement, bâtisse, clôture et chauffage, conformément au billet de location.

21. Lorsque du bois a été coupé de bonne foi en contravention à la loi sur les terres publiques, le ministre peut, à sa discrétion, accepter en règlement une pénalité en sus du droit ordinaire, suivant le tarif, et les frais encourus.

22. Les personnes qui prennent forcement possession de terrain en litige avant d'avoir obtenu une décision en leur faveur, ou qui refuse de se conformer aux décisions des arbitres ou aux règlements établis par ordre en conseil, ou qui trouble les arpenteurs ou autres officiers publics dans l'exécution de leurs devoirs, perdent le droit au renouvellement de leur licence.

23. Il est défendu à tout colon sans titre, à moins d'une autorisation spéciale du ministre, de s'établir ou de faire aucun défrichement ou abattis entraînant la coupe du bois de commerce sur tout territoire non arpenté, ou sur tout terrain subdivisé mais non offert en vente, compris dans les limites de cette province, et formant partie des locations concédées en vertu de licences de coupe de bois; le dit bois appartenant aux porteurs de ces licences, qui ont droit de poursuivre les personnes enfreignant cette défense.

## ARPENTAGES.

24. Les agents des bois de la Couronne ou toute autre personne autorisée donne, à la demande écrite et conjointe des possesseurs de locations voisines, des instructions sur la manière d'arpenter et de délimiter ces terrains pour les rendre conforme aux licences existantes; mais ces instructions, pour être valables, doivent être préalablement approuvées par le ministre. Les arpentages se font aux frais des requérants: et lorsqu'ils sont complétés, les rapports, plans et notes de l'arpentage sont soumis au ministre, et, s'il les approuve, copie en est transmise au bureau qui a émis ces instructions et gardée dans ses archives. Les bornes ainsi établies, à la demande conjointe des intéressés, sont fixes et permanentes et ne peuvent être changées.

25. Si un possesseur de limite refuse de se joindre à son voisin pour faire le bornage, ce dernier a le droit de le faire faire à ses propres frais, en vertu d'instructions qui lui sont fournies, à cette fin, suivant les dispositions de l'article précédent. L'arpentage terminé, avis en est donné à la partie

17. Any stumpage remaining due and unpaid on the 30th November following the season in which the timber was cut, will bear and be charged interest from said 30th November, without prejudice however of the power of the Crown to enforce immediate payment thereof at any time.

18. Stumpage dues exigible on timber cut under license on lands watered by rivers flowing into the gulf of Saint Lawrence or the ocean, or through provinces or states adjoining this province, must be paid for before the timber is set afloat in the spring. In default of settlement being so made, the said timber shall be seized and sold as through cut in trespass.

19. All arrears of ground rent, timber dues, or trespass penalty due by a licensee may be levied on any wood goods cut by said licensee in any part of the province.

## VIOLATION OF THE LAWS AND REGULATIONS.

20. Settlers who have purchased public lands or those who have obtained free grants, and who have not fulfilled their settlement duties or conditions of sale of grant, have no right to cut timber on said lands without permission, except for the purposes of clearing land for agriculture, for building, fencing or firewood in conformity with the location ticket.

21. In the event of timber being cut in trespass in good faith on public lands, the Minister may, at his discretion, effect a settlement imposing charges over and above the ordinary tariff, as well as any cost incurred.

22. Any one taking forcible possession of territory in dispute without having first obtained a decision in their favour or who refused to conform to the decision of arbitrators or the regulations established by order in council, or who molest and interfere with land surveyors, or other public officers in the exercise of their duties, will forfeit there by their right to renewal of their licenses.

23. All persons are forbidden, unless they have previously obtained special authorization from the Minister to settle, squat, or clear land, or cut any timber, on unsurveyed territory, or on surveyed territory not opened for sale comprised within the boundaries of the province, and under license to cut timber: the said timber being the exclusive property of the license holders, who have the right to prosecute any one violating this regulation.

## SURVEYS.

24. The Crown timber agents, or any other persons duly authorized; shall, at the joint written request of conterminous license holder, issue instructions stating how the boundaries of such limits should be run in order to be in conformity with existing licenses; but these instructions to be valid must be approved by the minister of Lands and Forests.

The surveys shall be performed at the expense of the parties requiring them, when completed the returns thereof including plans and field notes shall be subject to the approval and examination of the minister, and when approved copies of said plans and field notes will be delivered to the office from which the instructions issued and kept of record therein. Boundaries so established at the joint request of licensees interested shall be fixed and permanent, and shall in no case be altered.

25. Should a licensee refuse to join his neighbour in having the boundaries defined, the latter shall be entitled to have it done at his own expense, under instructions which shall be furnished to him for that purpose as provided in foregoing clause. On completion of the survey, notice of same shall be

adverse, à sa résidence ou à son bureau d'affaires. Et si, un an après la signification de cet avis, la partie adverse n'y a fait aucune opposition en la manière ci-après prescrite, ou si l'opposition faite n'est pas maintenue, la ligne ainsi arpentée est permanentement et irrévocablement fixée. Mais, si, durant l'année qui suit l'avis donné, la partie adverse donne des raisons suffisantes pour douter de l'exactitude de cet arpentage, et dépose entre les mains de l'agent des bois de la Couronne telle somme d'argent que celui-ci juge nécessaire pour payer les dépenses d'un nouvel arpentage, le ministre nomme un arpenteur pour établir finalement la ligne de division en litige, et ce second arpentage lie les parties intéressées. Toutes les dépenses en sont supportées par le réclamant, si ses objections ne sont pas maintenues. Si, au contraire, elles sont confirmées et que le premier arpentage soit déclaré erroné, les frais du dernier arpentage sont payés à parts égales par les deux parties.

Dans le cas de bornage entre un territoire sous licence et les terres vacantes de la Couronne, les arpentages se feront aux frais des porteurs de licences qui les demandent.

26. Toutes les lignes ou bornes de limites déjà établies en vertu d'instructions officielles sont déclarées valides et permanentes, si un rapport ou des notes d'arpentages, ou au moins un plan les décrivant ont été enregistrés au bureau des bois de la Couronne sous le contrôle duquel se trouvent les limites, et si elles ont été au moins cinq ans sans être contestées.

#### FORMULE DE LICENSE.

27. Avis aux licenciés. La rente foncière pour le renouvellement de cette licence doit être payée le ou avant le premier septembre prochain.

Des affidavits donnant la quantité et la description des bois coupés en vertu de cette licence et autres détails suivant les formules fournies par l'agent soussigné devront être déposés au bureau du dit agent avant le trente juin prochain, ou avant le flottage en certains cas.

Des acquits pour tout le bois coupé doivent être obtenus avant qu'il ne sorte des limites de cette agence ; et, afin que le bois coupé sur les terres des particuliers ne soit pas frappé de droits, des affidavits doivent être déposés à ce bureau, pour constater sur quels lots tel bois a été coupé et la quantité coupée sur chaque lot.

#### AGENT DES BOIS DE LA COURONNE.

En vertu des pouvoirs à moi conférés par les Statuts refondus de la province de Québec et des règlements, et en considération des paiements faits et à faire à Sa Majesté : J'autorise, par la présente agents et employés, à couper le bois sur la location désignée au dos de la présente, et à garder et occuper la dite location à l'exclusion de tous autres, excepté comme ci-après mentionné, du premier mai au trente avril, avec le droit de transporter le dit bois à travers les terres non occupées ou incultes de la Couronne ; et, en vertu de cette licence le dit licencié a droit à tous bois coupés pendant la durée de cette licence, par d'autres n'ayant pas droit au terrain assigné par la présente, avec pouvoir de les saisir et de s'en emparer, partout où ils se trouvent dans la province de Québec.

Mais cette licence est sujette aux conditions suivantes :

Toute personne autorisée par le ministre des Terres et Forêts pourra en tout temps faire des chemins et s'en servir pour voyager sur le terrain accordé par la présente.

Rien dans la présente n'empêchera qui que ce soit dûment autorisé par le ministre des Terres et Forêts d'y prendre du bois pour la construction de chemins ou ponts ou pour des travaux publics faits sous le contrôle du gouvernement de cette province.

given in writing to the adverse party at his residence or place of business, and if within one year after such notification the adverse party shall have made no opposition thereto in the manner herein-after prescribed, or if having done so such opposition is not maintained, the boundaries so surveyed shall be fixed permanently and irrevocably. But, if, within the space of one year from the date of such notice, the adverse party shows that he has good grounds for doubting the accuracy of such survey, and deposits with the Crown timber agent a sum of money sufficient, in the agent's opinion, to cover the expenses of a new survey, the minister shall name a surveyor to finally establish the boundaries, and this second survey shall be final and binding on the interested parties. All the expenses shall be borne by the applicant if his objections are not maintained. If, on the contrary, they be confirmed, and the first survey be declared erroneous the expense of the second survey shall be borne by the interested parties equally.

In case of boundary between a territory under license and vacant Crown lands the survey shall be made at the expense of the limit holder.

26. All limit lines or boundaries already established in virtue of official instructions are hereby declared valid and permanent, if a report, or field notes, or at least a plan describing such boundaries, have been filed on record in the Crown timber office of the district in which the limits are situated and they have been for five years or more undisputed.

#### FORM OF LICENSE

27. Notice to licensees. The ground rent for the renewal of this license must be paid on or before the first September next.

Affidavits of the quantity and description of timber cut in virtue of this license and other particulars, in conformity with forms supplied by the Department must be furnished on or before the 30th June next, or before the drive, in certain cases.

Clearances from this office must be obtained for all timber and wood goods before they leave the agency, and to exempt from dues any wood goods from private lands that may be comprised in such clearance, affidavits must be furnished indicating what lots same was cut on, and the quantity cut on each lot.

#### CROWN TIMBER AGENT.

By authority of the consolidated Statutes of the province of Quebec, the regulations at present in force, and for of and in consideration of the payments made and to be made to His Majesty : I do hereby give unto and unto His Majesty's agents and workmen, full power and license to cut timber on the territory designated on the back hereof and to hold and occupy the said territory to the exclusion of all others, except as hereinafter mentioned, from the 1st May to the 30th April with the right of removing the said timber through any ungranted or wasted lands of the Crown. And by virtue of this license the licensee has the right to all timber cut by others (during the term of this license) in trespass on said territory, with full power to seize and recover the same anywhere in this province.

But this license is subject to following conditions, viz :

All persons authorized by the Commissioner of Lands, Forests and Fisheries may at all times make and use roads to travel over the within described territory.

Nothing herein shall prevent any one authorized by the Minister of Land and Forests from taking standing timber for the purpose of making or repairing roads and bridges or the building or repairing of public works, under the control of the government of this province.

Tous les lots vendus ou mis sous location par l'autorité du ministre des Terres et Forêts avant la date de la présente sont exclus de cette licence ; et les lots ainsi vendus ou mis sous location après la date de telle licence cesseront d'y être sujets le premier mai prochain, et dans le cas d'annulation de la vente ou location de ces lots, ils seront insérés de nouveau dans cette licence.

Toute personne qui s'établira, avec un titre légal, dans les limites de la location accordée par la présente ne sera en aucune manière molestée dans ses opérations de défrichement et de culture par le licencié ou ses représentants ; et le bois qu'elle coupera dans le défrichement, conformément au billet de location, lui appartiendra.

Le dit licencié, ou ses représentants, se conformera à la loi et à tous les règlements établis ou qui pourront être établis par ordre en conseil, et il consentira à ce que tout le bois coupé en vertu de cette licence soit compté et mesuré ; et il paiera les droits imposés sur icelui lorsqu'il en sera requis par moi ou par un autre officier autorisé ; sinon, le dit bois sera considéré comme coupé sans autorisation sur les terres publiques, et le dit licencié sujet à telles autres pénalités que la loi impose.

Pour assurer la liberté du flottage du bois dans les rivières et en faciliter les opérations, le licencié ou ses représentants se conformeront aux dispositions de l'acte 54 Victoria, chapitre 25, concernant la protection des intérêts publics dans les rivières, criques et cours d'eau.

Tout bois coupé en vertu de cette licence doit être manufacturé en Canada.

Donné sous mon seing, à ce jour en l'année de Notre-Seigneur, mil en double.

2027

GUSTAVE GRENIER,  
Greffier du Conseil Exécutif.

All lots sold, or located by the authority of the Minister of Lands and Forest prior to the date of this license are to be held as excepted therefrom, and lots so sold or located subsequently shall cease to be subject to said license on the first of May next. In the event of the sale of any lots being cancelled, then the said lots shall be restored to this license.

All persons settling under lawful authority or title upon the herein described territory shall not in any manner be interfered with or interrupted by the licensee in the process of fulfilling settlement duties, and all the timber they will cut in the clearing in conformity with the location ticket shall belong to them.

The licensee or his representatives shall comply with the law and all regulations established or to be established by order in council, and shall submit all the wood goods cut in virtue of this license to be counted and measured : shall settle and pay for the dues chargeable thereon when required so to do by me or any other officer duly authorized ; failing which the said wood goods will be considered as cut without authorization on Crown lands, and the licensee subjected to any other penalty or penalties imposed by the law.

To insure the freedom of floating timber in rivers and to facilitate its operations, the licensee or his representatives must comply with the provisions of Art. 54 Vict. chap. 25, respecting the protection of public interest in rivers, streams and creeks.

All timber cut in virtue of the license must be manufactured in Canada.

Given under my hand, at this day of in the year of Our Lord, one thousand in duplicate.

2028

GUSTAVE GRENIER,  
Clerk of the Executive Council.

**Index de la Gazette Officielle de  
Québec No 16.**

- ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—**Dmes Angers vs Tremblay, 942 ; Barsalou vs Sicotte, 943 ; Core vs Waldron, 943 ; Desroches vs Hervey, 941 ; Gervais vs Mason, 941 ; Martel vs Lanier, 941 ; Newton vs McDonald, 943 ; Ouellette vs Gagnon, 942 ; Papin vs Lamothe, 942 ; Picard vs Plamondon, 942 ; Plante vs Brissette, 942 ; Raiche vs Tanguay, 943 ; Trudeau vs Barbeau, 943 ; Villandré vs Chassé, 941.
- ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—**Dmes Pothier vs Mullen, 942.
- AGRICULTURE, SOCIÉTÉ D' :—**Société coopérative agricole des fromagers de Québec, 958.
- ANNONCEURS :—**Avis aux :—Concernant avis, etc., 925.
- ARRÊTÉ EN CONSEIL :—**Règlements relatifs aux permis de coupe de bois sur les terres publiques, 959.
- ASSURANCES :—**Assurance Mutuelle contre le feu de Saint-Pierre de Broughton, 927 ; The Sterling Fire Insurance Coy, 940.
- AVIS :—**Tabernacle Baptist Church, Montreal, 941.
- BILLS PRIVÉS. P. Q. :—**Avis au sujet des :—Assemblée législative, 937 ; Conseil législatif, 936.
- COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPERATIONS :—**Waldman Silver Mines, Ltd., 928.
- DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—**Cité de Québec, 940 ; La Ligue Antituberculeuse de Québec, 940 ; The Investment Trust Coy, Ltd., 957.
- ERRATUM :—**Page 887, 16 avril, Nos 1835-36, 957.
- EXAMENS :—**Association des architectes de la province de Québec, 940.
- FAILLIS :—**Adam, 947 ; Authier, 945 ; Comtois, 946 ; Côté, 946 ; Dame, 944 ; Dionne, 945 ; Forest, 946 ; Galarneau, 944 ; Gariépy et al, 945 ; La Cie Industrielle et Commerciale "La Nationale", 946 ; Laliberté, 944 ; Lamoureux, 944 ; Lapensée, 945 ; Levesque, 945 ; Milot, 948 ; Moreau, 947 ; O'Neil, 944 ; Pineau, 947 ; Prince, 947 ; St. Pierre, 957 ; Tanguay, 946 ; Turcotte, 946.
- LETTRES PATENTES :—**Canada Caramel Coy, Ltd., 930 ; Cie P. P. Giguère, Limitée, 930 ; Cotton's Cooperative Publishing Coy, 935 ; Dominion Fish & Fruit, 933 ; La Cie de l'Hôtel Dufresne des Trois-Rivières, 931 ; Montreal House, incorporated, 933 ; Paradis & Boisvert, 934 ; The Dominion Gold Fields of Canada, 928 ; Westlea Realty Coy, 929 ; William McWilliam, incorporé, 932.
- MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—**Demande d'annexer ou d'ériger, etc. :—Divers lots de Saint-Lin à la ville des Laurentides, comté de l'Assomption, 936 ; Divers lots de Saint-Médore de Warwick

**Index of the Quebec Official  
Gazette, No. 16.**

- ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—**Dmes Angers vs Tremblay, 942 ; Barsalou vs Sicotte, 943 ; Core vs Waldron, 943 ; Desroches vs Hervey, 941 ; Gervais vs Mason, 941 ; Martel vs Lanier, 941 ; Newton vs Macdonald, 943 ; Ouellette vs Gagnon, 942 ; Papin vs Lamothe, 942 ; Picard vs Plamondon, 942 ; Plante vs Brissette, 942 ; Raiche vs Tanguay, 943 ; Trudeau vs Barbeau, 943 ; Villandré vs Chassé, 941.
- ACTIONS IN SEPARATION AS TO BOD AND BOARD :—**Dmes Pothier vs Mullen, 942.
- AGRICULTURAL SOCIETY :—**Cheese makers of Quebec Agricultural Cooperative Association, 958.
- ADVERTISERS :—**Notice to :—Respecting notices, &c. 925.
- ORDER IN COUNCIL :—**Regulations concerning licenses to cut timber on public lands, 959.
- INSURANCES :—**Mutual Fire Insurance Coy of Saint Pierre de Broughton, 927 ; The Sterling Fire Insurance Coy, 947.
- NOTICES :—**Tabernacle Baptist Church, Montreal, 941.
- PRIVATE BILLS P. Q. :—**Notices respecting the :—Legislative Assembly, 937 ; Legislative Council, 936.
- COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—**Waldman Silver Mines, Ltd., 928.
- APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—**City of Quebec, 940 ; La Ligue Antituberculeuse de Québec, 940 ; The Investment Trust Coy, Ltd, 957.
- ERRATUM :—**Page 887, 16th April, Nos. 1835-36, 957.
- EXAMINATIONS :—**Association of architects of the province of Québec, 940.
- INSOLVENTS :—**Adam, 947 ; Authier, 945 ; Comtois, 946 ; Côté, 946 ; Dame, 944 ; Dionne, 945 ; Forest, 946 ; Galarneau, 944 ; Gariépy et al, 945 ; La Cie Industrielle et Commerciale "La Nationale", 946 ; Laliberté, 944 ; Lamoureux, 944 ; Lapensée, 945 ; Levesque, 945 ; Milot, 948 ; Moreau, 947 ; O'Neil, 944 ; Pineau, 947 ; Prince, 947 ; St. Pierre, 957 ; Tanguay, 946 ; Turcotte, 946.
- LETTERS PATENT :—**Canada Caramel Coy, Ltd, 930 ; Cie P. P. Giguère, Limitée, 930 ; Cotton's Cooperative Publishing Coy, 935 ; Dominion Fish & Fruit, 933 ; La Cie de l'Hôtel Dufresne des Trois Rivières, 931 ; Montreal House, incorporated, 933 ; Paradis & Boisvert, 934 ; The Dominion Gold Fields of Canada, 928 ; Westlea Realty Coy, 929 ; William McWilliam, incorporated, 932.
- SCHOOL MUNICIPALITIES :—**Application to annex or to erect, &c. :— Several lots of Saint Lin to the town of Les Laurentides, county of l'Assomption, 936 ; Several lots of Saint Mé-

- à Chenier, comté d'Arthabaska, 928 ; Divers lots de La Conception à Coupalville, Ottawa, 928 ; Divers lots de la Ville-de-Saint-Louis-de-Mile-End à Outremont, comté d'Hochelaga, 958 ; Limoilou, 958 ; Saint-Jacques le Majeur de Wolfestown, 927.
- MUNICIPALITÉ SCOLAIRE ANNEXÉE OU ÉRIGÉE : —** Girouard, comté de Saint-Hyacinthe, 927.
- NOMINATIONS : —** Commissaires d'écoles : —Beauce, 925 ; Montcalm, 925.  
Commissaire pour recevoir affidavits : —925.  
Cour des commissaires : —Saint-Boniface de Shawinigan, 926.  
Imprimeur du Roi : —Québec, 925.
- NOTAIRES, MINUTES DE, TRANSFÉRÉES : —** En faveur de J. P. A. Bonin, 927.
- ORDRE DE COUR : —** Kennedy vs Pearce, 948.
- PROCLAMATION : —** Jour des Arbres, 926.
- VENTE PAR LICITATION : —** Chaput vs Dme Ouimet et al, 948.
- VENTES PAR LES SHERIFS :**
- ARTHABASKA : —** Deslandes vs The Canadian Pulp Co, 949 ; Duclos vs Cormier, 950 ; Duclos vs Cormier, 950.
- BEAUCE : —** Cahill (Dme) et vir vs Bolduc, 950.
- CHICOUTIMI : —** Jalbert, Failli, 951 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Grenier, 951.
- JOLIETTE : —** Crépeau et al vs Roy, 952.
- KAMOURASKA : —** Bérubé vs Soucy, 952 ; La Banque Nationale vs Duval, 955.
- MONTREAL : —** Dupuis vs Robert, 954 ; Giguère (Delle) vs Jetté, 953 ; La Banque de Saint-Jean vs Roy, 954.
- OTTAWA : —** La corporation de la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours vs Taillefer, 954.
- PONTIAC : —** Valiquette vs Pontiac Mine and Milling Coy, 955.
- SAINT-FRANÇOIS : —** Milette vs Jones, 955 ; Nadeau vs Maheu, 956.
- TROIS RIVIÈRES : —** Lapointe vs Bourassa, 956.
- dore de Warwick to Chenier, county of Arthabaska, 928 ; Several lots of La Conception to Coupalville, Ottawa, 928 ; Several lots of the ville-de Saint-Louis-de-Mile-End to Outremont, county of Hochelaga, 958 ; Limoilou, 958 ; Saint Jacques le Majeur de Wolfestown, 927.
- SCHOOL MUNICIPALITY : —** Annexed or erected : — Girouard, county of Saint Hyacinth, 927.
- APPOINTMENTS : —** School commissioners : —Beauce, 925 ; Montcalm, 925.  
Commissioner to receive affidavits : —925.  
Commissioners' court : —Saint Boniface de Shawinigan, 926.  
King's Printer : —Quebec, 925.
- NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED : —** In favor of J. P. A. Bonin, 927.
- ORDER OF COURT : —** Kennedy vs Pearce, 948.
- PROCLAMATION : —** Arbor Day, 926.
- SALE BY LICITATION : —** Chaput vs Dme Ouimet et al, 948.
- SHERIFFS' SALES :**
- ARTHABASKA : —** Deslandes vs The Canadian Pulp Co, 949 ; Duclos vs Cormier, 950 ; Duclos vs Cormier, 950.
- BEAUCE : —** Cahill (Dme) et vir vs Bolduc, 950.
- CHICOUTIMI : —** Jalbert, Insolvent, 951 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Grenier, 951.
- JOLIETTE : —** Crépeau et al vs Roy, 952.
- KAMOURASKA : —** Bérubé vs Soucy, 952 ; La Banque Nationale vs Duval, 953.
- MONTREAL : —** Dupuis vs Robert, 954 ; Giguère (Delle) vs Jetté, 953 ; La Banque de Saint-Jean vs Roy, 954.
- OTTAWA : —** The Bonsecours of the parish of Notre Dame de Bonsecours vs Taillefer, 954.
- PONTIAC : —** Valiquette vs Pontiac Mine and Milling Coy, 955.
- SAINT FRANCIS : —** Milette vs Jones, 955 ; Nadeau vs Maheu, 956.
- THREE RIVERS : —** Lapointe vs Bourassa, 956.

